

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.  
Télex: PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication: Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire: 46722.  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

SAMEDI 29 MAI  
DIMANCHE 30 MAI 1976

Annecy

## LE CONGRES CFDT SE TERMINE

- Election du nouveau Bureau National
- Un fort courant critique est apparu lors des votes
- 30% pour l'amendement sur les assemblées générales et les comités de grève

Page 5

### TRIXTU ET DANDY

Il continue, le président libéral avancé, à aller manger chez les français. Là, il a choisi un village basque qui a voté pour lui à la quasi unanimité. Histoire de fêter le deuxième anniversaire de son élection. Folklore, et vaste banquet avec tous les villageois d'Arhan-sus, en bras de chemise. Giscard et Madame ont fait couler le champagne à flots tandis que des convives un peu « éméchés » montaient sur les tables. En quelque sorte, un tableau de festin flamand, vu par Breughel, transposé au pays basque grâce à un hélicoptère « super-frelon », avec des danseurs jouant de la flûte basque à trois trous, le trixtu, afin de saluer le dandy élyséen bronzé et vêtu d'un costume vert « retrouver l'expression populaire ». Vingtième siècle et féodalité, paternalisme et démagogie, fandangos et mondialisme : les travailleurs français ne se laissent plus prendre. Peu importe, Giscard avoue que ça lui fait une bonne publicité à l'étranger. « Ces rencontres directes avec les français, chez-eux, sont maintenant connues du monde entier » commente le président, en soulignant que l'opinion internationale n'en était que plus favorable sur « notre vie démocratique ». Et comme il dit encore : « Ma visite de ce soir n'est pas une opération »... qui en doutait ?

Grève des mineurs



La fosse 5 à Sallaumines, d'où est parti le mouvement

## LES PUITTS DESERTS

- Le mouvement a été très suivi vendredi
- Aujourd'hui, nombreuses assemblées pour décider de la suite du mouvement

Page 6

## LES MEMES....

Le samedi 22 mai, à 19 heures, la police arrêta un certain Jen Michel François, accusé d'avoir participé en décembre dernier à l'enlèvement du PDG de la société Phonogram, Louis Hazan.

Jean Michel François n'est pas un inconnu. Membre du Front de la jeunesse (carte n° 1310) et du Parti des forces nouvelles, il est de tous les mauvais coups. Il a notamment participé en 1975 à l'occupation de l'usine Chausson par des nervis du patronat, en compagnie de ses amis Lefèbvre, Wietz, et, déjà (!), de Moschini, alias Miguel, lui aussi arrêté dans le cadre de l'affaire Hazan.

François était habitué à l'impunité. L'échec lamentable de l'affaire Hazan, les arrestations de Moschini et des frères Pech, la mort douteuse de Michel Gobet, l'ont affolé : il s'est enfui en Espagne, terre d'asile pour les gens de son espèce. Mais il avait le mal du pays. Il est revenu, a grillé un feu rouge, et s'est fait cueillir à deux pas de son domicile parisien, en sirotant un verre à la terrasse d'un café.

A quand l'arrestation de Leleu, Prévost, et autres compères qui courent toujours ? Il est en tous cas d'ores et déjà certain que le procès ne manquera pas de sel.

## ET ON RECOMMENCE



François, en médaillon, et François occupant à la demande du patron les locaux de l'usine Chausson, pour en interdire l'accès aux ouvriers en grève, quelques mois avant l'enlèvement d'Hazan.

Chronique montpelliéraine

## HISTOIRE D'UNE VILLE MORTE

De notre correspondant

Aujourd'hui, se déroule à Montpellier une journée d'action du jeune théâtre régional qui veut poser le problème de la place du jeune théâtre dans le développement d'une action culturelle régionale et, plus généralement, la question de la politique culturelle pour la région.

Une occasion de faire le point sur cette ville de province grossie des rapatriés, gloutonne de l'arrière-pays, tenue par un ex-croix-de-feu, aujourd'hui responsable national des Républicains indépendants : Delmas

Si vous venez à Montpellier, vous ne verrez plus l'œuf, sa place historique, celle des 60 000 manifestants de 1967 : c'est aujourd'hui une dalle sur un parking. Vous n'y danserez plus le 14 juillet, vous n'y manifesterez plus : la dalle n'est pas assez solide. L'œuf, dérisoire n'est plus que « dessiné » d'un pourtour de marbre rose. C'est toute l'histoire d'une défiguration. La ville n'est plus organisation de la vie sociale que dans ses immeubles, parkings et centres commerciaux, les places-marchés deviennent des symboles du pouvoir.

La ville est tentaculaire : elle a gagné 55 000 habitants en sept ans (20%), alors que l'arrière pays crève, avec ses mines et ses filatures fermées.

Le Languedoc-Roussillon, c'est le record national du taux de chômage avec près de 10% de la population active sans emploi, et parmi eux, 2/3 des jeunes de moins de 25 ans qui finissent par monter dans le Nord.

Ville défigurée : une « ville inachevée et qui le restera ». Deux ex-croissances dans cette ville de vieux hôtels du XVIIIème et de rues rénovées : une ZUP de trente mille habitants sans aucun équipement socio-culturel, pas même un cinéma, et un centre administratif au cœur de la ville. Le centre commercial, style Montparnasse, n'est qu'une Bboîte aveugle sans fenêtres, un petit palais pour pays pluvieux sous le soleil.

(lire la suite p.10)

- Que sont devenus les enfants des Whitelaw, militants uruguayens assassinés?

Nos documents page 3

## ARGENTINE

### document

# ASSASSINÉS EUX AUSSI ?



Le sort des trois enfants Whitelaw, âgés de 4 ans, 18 mois et 4 mois, inspire les plus vives inquiétudes à Buenos-Aires. Ils avaient été enlevés le 13 mai dernier avec leurs parents, des exilés uruguayens. Vendredi dernier, les corps criblés de balles des parents ont été retrouvés dans une voiture, aux côtés de ceux de deux autres parents uruguayens, eux aussi exilés de leur pays.

Au moment de l'enlèvement de la famille, des voisins avaient tenté d'intervenir et demandé, sans succès, aux ravisseurs de leur laisser la garde des enfants.

Depuis cette date le grand-père des enfants, le Dr Schroeder, un juriste uruguayen, a tenté vainement de retrouver la trace des trois enfants.

Leur mère, Mme Rosario Barreros Longo avait épousé lors d'un premier

mariage un militant Tupamaros, Gabriel Schroeder, assassiné en avril 1972 en Uruguay.

Son second mari, avec lequel elle a été enlevée et assassinée, William Whitelaw Blanco était soupçonné d'appartenir au même mouvement. Exilés uruguayens, enlevés et abattus en Argentine. Il est douteux que la bonne presse parle de cette Internationale terroriste là qui ensanglante le cône Sud.

## les dernières photos de famille des Withelaw



## PORTUGAL

### MYTHOMANE OU PROVOCATRICE ?

● La LCI et le PRT retirent leur soutien à la candidature d'Arlete Vieira da Silva

La Ligue communiste internationale et le Parti révolutionnaire des travailleurs ont décidé de retirer leur soutien à Arlete Vieira da Silva, invoquant son passé qui « ne présente pas les garanties minimum pour la défense intransigente de la classe ouvrière ».

Arlete Vieira da Silva, qui avait été présentée lors des dernières élections législatives sur les listes du PRT pour le district de Sétubal, avait toujours affirmé être une ancienne militante du PCP et avoir été pour cela arrêtée et torturée dans les geôles salazaristes.

Alertés par un certain nombre de faits troublants, nos camarades devaient découvrir après enquête, mais malheureusement trop tard, que le bel édifice du passé d'Arlete reposait sur la mythomanie sinon la provocation pure et simple.

Il semble qu'Arlete Vieira da Silva n'a connu les prisons salazaristes qu'à la suite d'une malheureuse histoire d'appareil ménagers achetés à tempérament puis mis au clou et jamais payés. Cela est acquis.

Mais certains aspects de cette affaire, suscitent la suspicion, comme l'attitude du PCP, auquel appartient depuis de longues années le mari d'Arlete Vieira da Silva et dont des militants sont venus « spontanément » au long des dernières semaines expliquer tout le bien qu'ils pesaient de cette candidature, avant que dans les derniers jours, le PCP « découvre » le passé d'Arlete et commence à le distiller dans sa presse. Il était alors suffisamment tard pour qu'il soit impossible de refaire une campagne de signatures pour un(e) autre candidat(e).

## ESPAGNE

### DEFAITE DU BUNKER

● Le marquis de Villaverde, gendre de Franco prend une veste au Conseil national.

La rapidité avec laquelle les Cortés ont approuvé la première loi du programme de réformes libéralisant le droit de réunion, et de l'insuccès de la candidature du gendre de Franco, le marquis de Villaverde au conseil national, constituent de nettes victoires pour les « réformistes espagnols », les membres du gouvernement emmenés par le ministre de l'intérieur Fraga Iribarne et le ministre des affaires étrangères le comte de Motrico, qui veulent réformer le franquisme et construire un état fort avec une façade démocratique.

C'est à une forte majorité que les membres du conseil national ont préféré Adolfo Suarez au marquis de Villaverde. Pourtant ce dernier n'avait pas ménagé sa peine. Il avait envoyé à chacun des conseillers un message personnel : « je me présente en mémoire du Caudillo Franco. Accomplis ton devoir en conscience. Merci ». Y avait pas de quoi... Les Cortés avaient 24 heures pour discuter du projet de loi déposé par le ministre de l'intérieur, Fraga Iribarne. Selon ce projet, pour

qu'une réunion puisse avoir lieu dans un local couvert il suffira de communiquer son objet et son programme 72 heures à l'avance. Pour les réunions dans un local ouvert ou sur la voie publique l'autorisation devra être demandée 10 jours à l'avance. Ces dernières réunions ne pourront être interdites que si l'autorité a des motifs fondés d'estimer que des troubles peuvent avoir lieu.

En fait le débat n'a duré que quatre heures et l'opposition franquiste n'a regroupé contre ce projet que 4 voix et 25 abstentions.

C'est une nouvelle défaite décisive du bunker, le secteur franquiste traditionnel, alors que le 8 juin prochain les Cortés doivent prendre une décision sur la loi d'association. Le Bunker apparaît donc isolé. Déjà le 20 mai dernier, le dirigeant d'extrême droite Jose Antonio Giron, n'avait pu regrouper que quelques milliers de troupes dispersées pour la messe célébrée dans la vallée des morts à la mémoire du Caudillo.

M.R

### Federico García à Grenade

Pour la première fois, la municipalité et les habitants de Fuentevaqueros, le village natal de Federico Garcia Lorca, ont solennellement rendu hommage jeudi au poète fusillé par les franquistes aux aurores de la guerre civile. La maison du poète a été déclarée monument public et une rue de ce petit village de la province de Grenade a été baptisée à son nom. Toute la population du village a défilé, en hommage, devant sa maison natale.

Une commission de personnalités des arts et des lettres a remis au gouverneur de Grenade un pétition demandant un hommage national soit rendu au poète le 5 juin prochain, date anniversaire de sa naissance.

D'autres cérémonies qui étaient prévues cette semaine à

la mémoire de poètes andalous bannis par les franquistes, comme Miguel Hernandez, l'auteur de « Andaluces de Jaen », ont été interdites par les autorités qui accusent les organisateurs de poursuivre des buts politiques.

« Poète de naissance, irrémédiablement » comme il aimait à se définir, Federico Garcia Lorca restera toujours solidaire et partisan dans la solitude particulière de sa démarche artistique.

Irrémédiablement aussi, il avait choisi son camp, « du côté de ceux qui n'ont rien et à qui on dénie jusqu'à la tranquillité du néant. » Jusqu'en ce jour du 19 août 1936 où les balles phalangistes le clouaient aux murs empourprés de soleil de Grenade la vermeille.

Michel Rovère

### LA BLESSURE ET LA MORT

A cinq heures de l'après-midi.  
Il était juste cinq heures de l'après-midi.  
Un enfant apporta le drap blanc  
à cinq heures de l'après-midi.  
Une couffie de chaux toute prête  
à cinq heures de l'après-midi.  
Le reste était mort et rien que mort  
à cinq heures de l'après-midi.

à cinq heures de l'après-midi,  
la mort mit des œufs dans la blessure  
à cinq heures de l'après-midi.  
A cinq heures de l'après-midi.  
A cinq heures juste l'après-midi.

Le vent emporta les cotons  
à cinq heures de l'après-midi.  
Et l'oxyde sema cristal et nickel  
à cinq heures de l'après-midi.  
Luttent la colombe et le léopard  
à cinq heures de l'après-midi.  
Une cuisse avec une corne désolée  
à cinq heures de l'après-midi.  
Le bourdon se mit à sonner  
à cinq heures de l'après-midi.  
Cloches d'arsenic et fumée  
à cinq heures de l'après-midi.  
Au coin des rues, groupes de silence  
à cinq heures de l'après-midi.  
Quand vint la sueur de neige

Un cercueil sur roues sert de lit  
à cinq heures de l'après-midi.  
Ossements et flûtes sonnent à son oreille  
à cinq heures de l'après-midi.  
Déjà dans son front mugissait le taureau  
à cinq heures de l'après-midi.  
La chambre s'irisait d'agonie  
à cinq heures de l'après-midi.  
Au loin vient la gangrène  
à cinq heures de l'après-midi.  
Trompe d'iris dans l'aine verte  
à cinq heures de l'après-midi.  
Les plaies brûlaient comme des soleils  
à cinq heures de l'après-midi,  
et la foule brisait les fenêtres  
à cinq heures de l'après-midi.  
A cinq heures de l'après-midi.  
Ah! terribles cinq heures de l'après-midi!  
Il était cinq heures à toutes les horloges!  
Il était cinq heures d'ombre de l'après-midi!

à cinq heures de l'après-midi,  
quand la plaza se couvrit d'iode

« La blessure et la mort » est le premier poème du « Chant funèbre pour Ignacio Sanchez Mejias », écrit par Federico Garcia Lorca en novembre 1934.

Cette année-là, de retour d'Argentine, le poète redécouvre le règne sans partage de la droite, après l'écrasement de la commune asturienne. La mort épique du matador évoque irrésistiblement cet autre taureau, au mufler de Franco qui, des semaines durant, aux arènes asturiennes, a semé la mort et la désolation entre Gijon et Oviedo.



## LIBAN

## DES QUESTIONS SE POSENT APRES LA MORT DE LINDA JOUMLATT

Plusieurs milliers de personnes ont suivi vendredi à Moukhtara, dans la montagne libanaise, les obsèques de Linda Joumlatt, sœur du principal dirigeant de la gauche libanaise. Linda Joumlatt, 55 ans, avait été assassinée jeudi à son domicile situé dans le quartier est de Beyrouth (conservateur). Un groupe d'hommes avait fait irruption à son domicile et ouvert immédiatement le feu.

Peu après cet attentat Kamal Joumlatt lançait un appel au sang froid. Quelques heures après le moment du meurtre il était prévu qu'il rencontre le président Elias Sarkis. 48 h auparavant un attentat avait été commis contre Raymond Eddé, dirigeant maronite modéré.

Si l'on rapproche ces différents événements il est plausible de poser plusieurs questions quand à l'origine des auteurs de l'attentat et leurs buts. On peut supposer par exemple qu'ils visaient à engager les phalangistes dans une nouvelle bataille au moment où une aile dominante de ces derniers semble être disposé à l'idée d'une table ronde « des combattants » préconisée par Sarkis. Hypothèse renforcée par la dénonciation de « ce crime horrible » prononcée par Bechir Gemayel, fils du leader des phalangistes. Autre piste à suivre : le fait que des fractions qui réclament à tout prix une intervention étrangère, qu'elle soit syrienne ou internationale, voient actuellement leurs projets quelque peu déçus. Dernier soupçon : que cette « provocation » soit dans la ligne du président Frangié, lequel refuse de démissionner, et lui permettrait ainsi de bloquer le processus d'accord entre les différentes parties. En effet Frangié avait donné comme préalable à sa démission une acceptation de cessez-le-feu qui était « relativement » passée dans les faits ces derniers jours.

F. Tenaille

## ITALIE

## L'EXTREME-GAUCHE ITALIENNE ET LES ELECTIONS

### 2/ LA BATAILLE POUR L'UNITE

De notre envoyée spéciale Anna Libéra

Au lendemain du 15 juin 1975, la question de la venue des partis de gauche au gouvernement était posée. Le débat s'est ouvert au sein des organisations révolutionnaires et entre celles-ci sur l'attitude à adopter face à une majorité de gauche, les mots d'ordre à avancer, la bataille à mener pour gagner les masses réformistes. Nous avons vu hier comment Avanguardia Operaia et le PDUP posaient la question.

#### Lotta Continua : « Développer l'autonomie ouvrière »

La façon dont Lotta Continua aborde la nouvelle période ouverte par le renforcement électoral du PCI est marquée par les préoccupations qui restent une constante de cette organisation : le développement de l'autonomie ouvrière et le contournement du mouvement ouvrier organisé par les réformistes.

Pourtant, lors des élections du 15 juin, Lotta Continua avait appelé à voter pour le PCI (alors que A.O. et le PDUP présentaient des candidats sur les listes de la Democrazia Proletaria). Pourquoi ce mot d'ordre ? L.C. partait de l'analyse de la situation contradictoire du mouvement ouvrier dans cette phase en Italie : l'affaiblissement du contrôle des réformistes sur les luttes dans de nombreux secteurs et, parallèlement, le renforcement du poids politique et électoral du Parti communiste. Lotta Continua, d'une part, analysait correctement le vote au PCI comme un vote de classe, mais son mot d'ordre de « PCI au gouvernement » (non exempt d'ambiguïté puisqu'il envisageait même la possibilité d'un gouvernement PS-PC-DC) visait à « démasquer les révisionnistes ». Etant donné la contradiction entre le programme de réhabilitation capitaliste du PCI et les exigences des masses, celles-ci se détacheront de plus en plus du projet politique réformiste. « reprenant leur autonomie » par rapport au PCI. Libre voie serait laissée au « développement de l'autonomie ouvrière ». « Des forces de plus en plus importantes à l'intérieur de la classe ouvrière se libèrent de l'hégémonie révisionniste et se rangent résolument du côté de l'autonomie de classe ».

Dans la description que donne Lotta Continua de ce processus on voit

qu'elle trace un trait d'union entre la radicalisation des formes de lutte et la remise en cause du projet politique réformiste. Elle sous-estimait donc la nécessité de présenter un projet alternatif à une avant-garde qui commençait effectivement à remettre en cause les perspectives réformistes (ce qui impliquait d'appeler à voter pour AO et le PDUP et le PCI là où ils ne se présentaient pas).

Lotta Continua affirme aujourd'hui que le mot d'ordre « voter PCI » était correct le 15 juin, mais n'est plus satisfaisant aujourd'hui car la situation a changé. Tout d'abord, dorénavant, le « gouvernement de gauche » est une possibilité « mathématiquement » crédible et répandue au niveau des masses. « La situation de ces derniers mois peut être définie selon deux points de vue. Comme une situation où la DC n'est pas encore défaite, ou comme la situation où se construit déjà l'opposition de classe à un gouvernement de gauche hégémonisé par le révisionnisme ». Si l'on choisit le second point de vue (ce que fait L.C.) : « La présentation électorale autonome (des révolutionnaires) ne nie pas et n'est pas en contradiction avec une étape institutionnelle qui reste pour nous nécessaire, comme celle du gouvernement de gauche et implique, au contraire, une initiative qui, non seulement ratifie, mais accroît, la tendance à l'autonomie par rapport au PCI, également dans la forme d'un futur gouvernement de gauche ».

#### La bataille pour l'unité

Le changement des rapports de force au sein du mouvement ouvrier entre réformistes et révolutionnaires est conçu de façon linéaire et mécaniste : le PCI au gouvernement ne satisfait pas les exigences des masses, celles-ci se détachent de lui et rejoignent les révolutionnaires.

Dans la pratique cette conception de Lotta Continua se solde par une opposition frontale au mouvement ouvrier traditionnel. « Lotta Continua

est la seule organisation de la gauche révolutionnaire qui ne s'est jamais fait d'illusions sur la possibilité de gagner les organisations syndicales réformistes à l'autonomie de classe et qui ne mise pas sur leur éventuelle scission interne. Nous savons que l'autonomie de classe, pour s'affirmer et vaincre, a besoin de s'organiser à un niveau de masse et de parti, et nous n'avons pas l'intention de subordonner les temps de ce processus à l'extinction progressive de l'hégémonie syndicale et révisionniste, mais au contraire d'en forcer les étapes. Notre conception de la tactique et de la conquête de la majorité nous pousse à chercher surtout à l'intérieur du mouvement et de ses structures de masse le lieu où réaliser la direction et l'hégémonie révolutionnaire ». Toute l'orientation de Lotta Continua est marquée par la surestimation du niveau de conscience politique des masses et la sous-estimation de leurs liens avec les partis réformistes.

Au cours de cette année cette politique de LC l'a également opposée au PDUP et à A.O., entraînant un certain isolement dans l'extrême-gauche. Le débat désormais ouvert amènera Lotta Continua à préciser plus avant sa stratégie et sa conception de l'unité des révolutionnaires.

Dès la crise gouvernementale de janvier, la possibilité d'élections anticipées était envisagée par les trois organisations. Lors de son Comité central du 3 février, Lotta Continua lançait la première l'idée de listes unitaires, sans accord programmatique. Le PDUP s'opposa violemment à tout accord avec L.C. et reproposa les listes de Democrazia Proletaria entre AO et PDUP. Dans un premier temps, le Comité central de Avanguardia Operaia proposa que des accords locaux soient réalisés entre le PDUP, AO et LC.

Tout au long du mois d'avril, une pression unitaire très forte se manifesta à la base des trois organisations et dans des structures plus larges : les trois quotidiens furent inondés de motions signées en commun par des cellules de

base de LC, de AO et du PDUP ; des motions émanant de comités de quartiers, de comités de locataires, de conseils d'usines arrivèrent également. Sous la pression combinée de ce mouvement unitaire, de l'offensive de A.O. et de la bataille menée par la minorité du PDUP, ce dernier accepta le compromis.

Début mai, Adriano Sofri, dirigeant de Lotta Continua, dans une interview à son propre journal, explique que son organisation est prête à faire le sacrifice d'entrer sur les listes de Democrazia Proletaria, comme candidats indépendants, aux conditions posées par DP, A.O. et la minorité du PDUP appuie cette proposition, mais, au sein du PDUP la majorité refuse d'abord, à 65 %. C'est sous la menace de la scission brandie par la minorité (Foa, Miniatti) que Lucio Magri fait voter une motion acceptant les listes unitaires.

Lotta Continua accepte les conditions faites par DP : 15 % des candidats, peu de temps à la télévision, pas un dirigeant national sur les listes. Elle a accepté, d'une part parce qu'elle est forcée : elle ne pouvait pas risquer de présenter ses listes apparaissant comme diviseuses et risquant, de surcroît, une défaite électorale. Mais aussi parce qu'elle a été très sensible à la poussée unitaire qui l'a, selon les mots de Sofri lui-même, obligée à rabaisser quelque peu son « patriotisme d'organisation ». La troisième raison c'est qu'elle entend ainsi s'insérer dans le processus unitaire entre AO et le PDUP espérant en déplacer l'axe à gauche.

Ainsi l'accord est fort limité et sa logique va dans le sens du développement de deux campagnes (logique fortement appuyée par le PDUP). Mais il enclenche une dynamique unitaire objective qu'il ne faut pas sous-estimer et qui se manifeste déjà dans la mise en place de collectifs de soutien à Democrazia Proletaria (plus ou moins « unitaires » selon les régions).

Demain : Entretien avec Adriano Sofri, dirigeant de Lotta Continua

## PEROU

## DES GREVES CONTRE LES MILITAIRES « REVOLUTIONNAIRES »

Les 5 200 mineurs de la mine de cuivre péruvienne de Toquepela située au sud du pays et exploitée par la compagnie US Southern Peru Copper Corporation, se sont mis jeudi en grève pour une durée illimitée. Ils réclament le paiement de vacances pour 500 d'entre eux. Par ailleurs les employés des transports municipaux de Lima, soit 3 000 personnes, ont eux aussi entamé une grève illimitée pour obtenir des augmentations de salaire et nationalisation de leur entreprise. Le syndicat unique de l'enseignement, qui refuse la politique de collaboration de classe promue par la CGT et le PC péruviens avec les militaires « révolutionnaires » a lancé jeudi un mot d'ordre de grève de 24 heures. Cette organisation regroupe près de 80 % des 120 000 enseignants publics.

Nous publions en annexe une circulaire de la direction de la CGT française qui montre à quelles capitulations, y compris au niveau de la solidarité militante, les réformistes en arrivent, qui veulent avant tout préserver la fable du « progressisme militaire » au Pérou.

La campagne à laquelle il est fait référence était la campagne pour la libération de deux syndicalistes révolutionnaires incarcérés, Cuestas et Cuadros.

M.R.

## ISRAEL

## La « justice » sioniste frappe lourdement et manipule

Tel Aviv, le 28 mai 1976,

La justice sioniste ne badine pas avec les « terroristes arabes ». Pour le moindre soupçon, ou le moindre geste, de lourdes condamnations s'abattent. Anouar El Masri a été condamné par la justice militaire à 18 ans de prison. Cette peine à laquelle il a été condamné pour son appartenance aux commandos du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) semble une peine bien légère si on la compare à celles qui sont distribuées généralement pour des « crimes » graves. Comment expliquer cette « clémence » inattendue ? Des rumeurs persistantes affirment que c'est le chef du 2<sup>e</sup> bureau qui a exigé du procureur militaire de tout faire pour que les enquêteurs du 2<sup>e</sup> bureau ne soient pas appelés à la barre. Ceux-ci devaient venir témoigner sur la façon dont Anouar a été interrogé et démentir les tortures qui avaient précédées ses aveux. (1) Or, il y a quelques mois les enquêteurs du 2<sup>e</sup> bureau déjà appelés à témoigner lors d'un procès, étaient à tel point empêtrés dans leurs contradictions que le juge militaire avait décidé d'inculper l'un d'eux pour faux témoignage.

Plutôt que de soumettre à nouveau ses hommes aux questions de la défense, le 2<sup>e</sup> bureau a préféré renoncer aux aveux de Anouar el Masri et de se contenter des accusations minces fondées sur des témoignages extérieurs (infiltrations, échanges de coups de feu avec les soldats, etc.).

Ce verdict n'est par conséquent pas une signe de libéralisme ou de clémence. Il cherche à masquer les méthodes que la police sioniste applique ordinairement aux combattants arabes.

De notre correspondant, Michel Warshawski

(1) Lire dans Rouge des 15/16 mai le témoignage d'Anouar el Masri : « 2 mois dans les geôles sionistes ».

## LA SITUATION AU PEROU ET LES MANOEUVRES GAUCHISTES EN FRANCE

Depuis plusieurs semaines une certaine campagne de solidarité avec des syndicalistes emprisonnés du Pérou est menée en France par des organisations gauchistes et des éléments anti-communistes.

A la demande de la C.G.T. Française, la C.G.T. du Pérou nous a fait parvenir des informations sur ce problème. Vous en trouverez un certain nombre d'extraits.

3 aspects doivent retenir notre attention :

1) Face à la politique nationale du Gouvernement du Pérou, un complot international, inspiré et dirigé par les sociétés multinationales américaines, de style chilien est organisé contre ce pays.

2) Sur le plan national, le parti révolutionnaire APRA en collusion avec des mouvements trotskystes et des dirigeants gauchistes de syndicats entretient une agitation qui permet à ce complot de pénétrer le pays.

3) La C.G.T. du Pérou, comme vous le verrez dans sa lettre, appuie les mesures économiques et politiques du Gouvernement tout en critiquant ses faiblesses, ses insuffisances et ses déformations provenant d'une pression d'éléments de droite.

La C.G.T. du Pérou devant une telle situation réclame la libération des personnes illégalement arrêtées sans nous demander de participer à une campagne internationale les concernant.

Nous mettons en garde toutes nos organisations et nos militants contre toute utilisation qui peut être faite de la participation des militants de la C.G.T. à certaines initiatives pour le moins contestables.

## LA JUSTICE ORDINAIRE

### LE FLAG'... ET ENSUITE, L'EXPULSION

Audience des flagrants délits du 25 mai. Dans le box, une femme, Mme F., espagnole de passage à Paris avant de rejoindre sa famille en Allemagne.

Le président Versini (vieux, mince, très soucieux de son allure) : « Hier, vous vous promenez chez Tati (un magasin de confection). D'après vos déclarations, vous dites avoir vu un portemonnaie dépasser de la poche d'une cliente. Vous le dérobez, puis, prise de remords, vous le restituez. L'agent qui a vu la scène dit que vous le jetez par terre. Enfin, peu importe, il intervient et vous arrête ».

Le procureur Amargé : « Pourquoi Tati ? On ne vas pas par hasard chez Tati qui a mauvaise réputation. Pour les voleurs le hasard fait toujours bien les choses. Application ferme de la loi ! ».

Pas d'avocat, bien sûr, Mme F. qui ne parle pas français ne s'en est pas vue proposer. Délibéré. 10 mois dont 5 avec sursis.

Le président Versini, dont même certains avocats chantent les louanges par rapport à M. Puydebas, son collègue, a encore frappé. Il est fort aise de cette réputation avenante, mais regardons y de plus près. Les prévenus qui passent en

flagrant délit sont à 75 % étrangers. S'ils sont condamnés à plus de 8 mois de prison, ils sont, dans la pratique, systématiquement déférés devant une commission d'expulsion. Et quand on sait que le tarif d'un vol à la tire est de 15 mois pour un arabe et de 18 mois pour un sud-américain, on se rend compte que quelques mois de plus ou de moins ne servent qu'à se faire une réputation. Ce qui compte, c'est le quantum. Tout au plus ce président économise-t-il quelques deniers à l'Etat en ne donnant pas un emprisonnement superflu. La loi est d'autant plus odieuse qu'une expulsion ne se fait qu'une fois la peine accomplie. On voit la manœuvre : il est plus dur d'expulser un résident de la Sonacotra qu'un simple « voleur » condamné sur l'initiative conviction d'un juge.

Le lendemain, à l'audience du 26 mai, on a pu voir quelques « rendez-vous juridiques », c'est à dire que les prévenus comparaissent libres. Quatre affaires chronométrées en 14 minutes.

Vive la justice expéditive. Plusieurs milliers de francs d'amende et de mois de prison, ça fait cher la minute de flagrant délit.

Jean Gilbert, du CAP

## A Bethune, le sursis est « réclamé » contre Chapron



Au premier plan Chapron derrière lui, le juge deCharette, dans la salle peu avant l'audience

## ON NE JUGE PAS UN PATRON

Qui osera encore dire que la justice envoie sans réfléchir en prison après le procès de Bethune, qui a vu comparaître hier M. Chapron, directeur de l'usine « Huiles, goudrons et dérivés », poursuivi pour homicide involontaire sur la personne d'un de ses ouvriers ? L'enquête avait montré que cette mort était imputable aux conditions de sécurité du travail non respectées, et avait conduit le juge d'instruction Patrice de Charette à mettre en déten-

tion provisoire le directeur responsable. La prompt réaction de Lecanuet soutenu par une campagne de presse sans précédent l'avait aussitôt élargi. Le procès, qui s'est quand même déroulé hier, a vu le procureur faire un réquisitoire modéré et demander une peine de quatre à six mois de prison avec sursis assortie d'une amende.

Le même jour à l'audience des flagrants délits de Paris, un petit vol était puni de 15 mois ferme.

## CRISE DE LA PRESSE ET INFORMATION

Nous publions ici une tribune des journalistes du Quotidien de Paris après la grève de vendredi 21 mai. Les débats suscités par ce mouvement et par la crise de la presse et de l'information qui se développent, nous amèneront, dans les jours qui viennent, à publier d'autres points de vue et à alimenter plus fréquemment une rubrique « presse ».

## TRIBUNE libre

### L'intersyndicale des journalistes du Quotidien de Paris

### POURQUOI NOUS AVONS FAIT GREVE

Seul de tous les quotidiens d'information politique du matin, le Quotidien de Paris n'est pas paru le samedi 22 mai. Pourquoi ?

L'UNSI avait lancé depuis plusieurs semaines un mot d'ordre de grève pour le 21 mai. La grande majorité des journalistes du Quotidien de Paris est syndiquée dans les organisations adhérant à l'UNSI (CGT, CFDT, FO, SNJ). Il leur a donc paru de bonne pratique syndicale de se conformer à ce mot d'ordre.

D'autant que, si aucun conflit majeur n'oppose la rédaction à la direction du journal, ses journalistes reprennent à leur compte les revendications de l'UNSI, particulièrement celles concernant les conditions matérielles de travail.

D'autant que, surtout, cette journée devait permettre d'exprimer avec éclat devant l'opinion publique les problèmes qui se posent à la profession : nature de l'information et rôle du journaliste. Pour cette raison, l'intersyndicale CGT-CFDT du Quotidien avait, dès jeudi, préparé une page (parue seulement lundi du fait de la grève du Livre) pour exposer ces problèmes : car grève et information ne s'excluent pas l'une l'autre.

Aussi les journalistes du Quotidien de Paris ne sauraient accepter l'argument qui consiste à faire état de la spécificité de son journal pour se désolidariser d'un mot d'ordre émanant de l'UNSI.

Pour l'homme de la rue, le mouvement de grève n'était plus sensible dès lors qu'il trouvait le matin son journal habituel, quel qu'il soit, et qu'il se sente ou non comme le porte-parole de la classe ouvrière.

Contre les journalistes en grève, toute parution de titre, fut-il celui des portes-paroles de la classe ouvrière, servait de moyen de pression aux patrons pour exiger la sortie de leur journal.

Quant aux moyens de pression du pouvoir sur les journalistes, ils menacent aussi bien les rédacteurs de la presse dite grande que ceux des journaux d'opposition - voire la saisie de la bande d'interview de Bilski à Liberation.

Quant aux contraintes que le pouvoir fait peser sur l'ensemble de la presse - voire le nouveau régime fiscal des périodiques, pour citer que cet exemple - elles pèsent sur les journaux « d'opinion » plus encore que sur tous les autres.

Qui dans ces conditions pouvait oser ne pas s'estimer concerné par la grève du 21 mai ?

Intersyndicale CGT-CFDT du Quotidien de Paris.

## AU PROCES DES AUTONOMISTES CORSES

« Les Corses sont des gens qui sortent le revolver avec une facilité déconcertante » déclare un colonel... qui, lui, préfère sortir les chars.

Le procès d'Edmond Simeoni et de ses camarades a été marqué vendredi, par de violents incidents, suscités par le témoignage du colonel de gendarmerie, Louis Bouvet. Témoignage est un bien grand mot pour qualifier ce qui, en fait, devait s'avérer être un véritable réquisitoire contre les inculpés. Pour ce militaire, l'ARC était entièrement responsable du drame d'Aléria. Le docteur Simeoni ? Un homme à double face que le colonel Bouvet n'hésite pas à désigner comme l'instigateur de certains attentats. Puis, afin d'étayer sa vision d'Aléria, Bouvet était amené à prononcer son jugement sur « la population corse ». « Des gens qui sortent le revolver avec une facilité déconcertante... des personnes violentes ». Traitant des rapports corses-travailleurs immigrés, Bouvet précisait : « Ce ne sont pas les gros agriculteurs qui maltraitent les arabes et bien souvent ceux-ci sont maltraités en Corse. » C'est à ces propos qu'Edmond Simeoni se levait pour crier : « nous ne sommes pas des racistes et c'est une honte de dire une telle chose ».

Quant au colonel Bouvet, il devait très calmement exposer sa conception de l'ordre : « Il était facile de régler l'affaire d'Aléria d'une façon strictement militaire. Un simple escadron suffisait. Quelques coups de canons à longue distance. Il y aurait eu beaucoup de morts mais tous du côté des insurgés ». La suspension de séance de midi devait empêcher Edmond Simeoni d'interroger le témoin. Mais dès la reprise, l'un des avocats des inculpés, M<sup>e</sup> Maggiani faisait une déclaration, dénonçant le racisme de Bouvet et lui demandant de retirer ses propos. Le colonel répétait alors que les Corses étaient racistes. Edmond Simeoni explosait, hurlant :

« C'est une honte. Vous n'avez pas le droit ». Déjà, l'assistance avait chaleureusement applaudi le discours de M<sup>e</sup> Maggiani. A la colère du leader autonomiste, certains Corses, manifestèrent bruyamment leur approbation : « Vous n'avez qu'à tous nous mettre en prison. » Aussitôt, le juge prononçait une suspension d'une demi-heure au terme de laquelle Bouvet retirait ses paroles injurieuses.

Une journée qui, si elle n'a guère apporté de nouveaux éléments aura prouvé combien un certain nombre d'idées préconçues sur la Corse peuvent facilement virer au mépris et à un racisme qui ne veut pas dire son nom.

Gabriel Pietri.

## FORBACH DOCTEUR RECALE

Le docteur Grosse, PDG de la clinique St François à Forbach, a été débouté de la plainte qu'il avait déposée contre des militants du PSU et de la LCR. Ces militants avaient en effet accusé le docteur Grosse de pratiquer une médecine et une chirurgie au rabais. Les militants avaient aussi dénoncé les conditions de travail et les salaires de misère des employés. Le brave docteur s'était jugé atteint dans son honneur. Mais, lors du procès, tous les témoignages des malades et des travailleurs de la clinique en avaient présenté un tableau peu reluisant.

Le jugement a été rendu : la plainte du médecin est irrecevable. Tous les inculpés ont été relaxés. Le docteur en sera donc pour ses frais.

## notes politiques

### PAS POLITIQUE, QU'ILS DISENT

« De bonne source » l'AFP nous apprend que l'escroquerie immobilière de Marseille dont nous avons parlé hier restera « circonscrite sur le terrain pur et simple de l'escroquerie sans implication politique ».

Nous on veut bien, mais la rapidité avec laquelle on nous l'assure en dit long sur les doutes que de telles affaires soulèvent. Surtout lorsqu'il se confirme qu'une perquisition a été « bloquée » grâce à l'intervention d'un haut fonctionnaire de la police.

### FEUX DE BENGALE POUR FOURCADE

A l'occasion de l'inauguration du deuxième tunnel de St Cloud, par Fourcade, l'intersyndicale de l'Ecole normale supérieure de St-Cloud, SNES, SNESup, SGEN-CFDT, CGT, a organisé une manifestation sur le passage du cortège. 150 élèves, professeurs et employés ont participé à l'action très offensive (feux de bengale, laché de tracts, banderoles), pour lutter contre le démantèlement de l'ENS et les suppressions d'emplois qui en seront le corollaire. La construction de ce tunnel s'est faite au détriment des locaux de l'ENS. Trois camarades du bureau du SNES ont été interpellés par des CRS le colt à la main puis relâché vers 15 h. Une plainte a été déposée par le ministère de l'équipement à la suite d'un peinturlurage sur les murs du tunnel. Les élèves exigent le retrait de la plainte.

### NUIT BLEUE RUE BLEUE

Une bombe a explosé dans la nuit de jeudi à vendredi, dévastant la maison de la culture arménienne, rue Bleue à Paris. Un corps déchiqueté a été découvert sur les lieux, ainsi qu'un blessé.

Les enquêteurs pensent que le mort a malencontreusement manipulé son engin qui n'était pas destiné à la maison arménienne, mais à un autre objectif. Des tracts signés « Justiciers du génocide arménien », et retrouvés sur place semblent accréditer cette thèse.

### Souscription

Ancien total	134 196,60
Comité Rouge Sciennes éco Caen	100,00
RC Nevers	200,00
Groupe Taupe HP Le Havre	100,00
Sympathisant ouvrier Montrouge	50,00
Diffuseurs Orléans	60,00
SC Lyon	50,00
GL Epinay	50,00
MS Marseille	50,00
MC Marly	30,00
JMM ouvrier Metz	20,00

Nouveau total ..... 134 906,60

## 37<sup>e</sup> CONGRES CFDT A ANNECY

# UN IMPORTANT COURANT CRITIQUE

De nos envoyés spéciaux, Robert Pelletier et Joseph Cabrol.

*La journée de vendredi s'est déroulée sous le signe d'une délimitation, car elle était celle des amendements sur la résolution générale présentée par Jeannette Laot. La majorité de la confédération, seule garante de l'avenir selon Edmond Maire, est donc passée à l'épreuve du feu. Et, si ces orientations l'ont emporté sur les questions décisives, le moins qu'on puisse dire est qu'il existe, au sein de la confédération, un large courant critique. Courant certes composite, multiforme et variable, mais qui a pu se compter.*

Remarquons au passage le caractère étrange de la procédure de débat qui laisse le Bureau national libre de ne retenir que les amendements qu'il veut, d'en accepter les éventuelles modifications (ce qu'il a heureusement fait) et de donner la parole au rapporteur, en l'occurrence Jeannette Laot qui appartient à la majorité, alors qu'un pour et un contre se sont succédés à la tribune. Ce qui revient à deux contre et un pour.

### Qui dirige l'union des forces populaires ?

Le fer s'engage sur la définition du rôle de la classe ouvrière. L'amendement présenté par 18 syndicats de la région Rhône-Alpes, entre autres se prononce « pour l'hégémonie de la classe ouvrière dans la phase de transition ». « Les travailleurs constitueront la classe motrice dans le fonctionnement et la construction d'une société autogestionnaire ». Cette signification léniniste de l'hégémonie, c'est la dictature du prolétariat, s'exclame le représentant de la Chimie qui se prononce contre « tout monopole du pouvoir entre les mains de quelque catégorie que ce soit ». Et Jeannette Laot de renchérir « les rapports égalitaires doivent exister entre toutes les forces en lutte ». L'amendement est repoussé, mais il obtient 42% des suffrages. Pour ses initiateurs, la région Rhône-Alpes, c'est une victoire.

### L'autogestion des luttes

Au nom de 30 syndicats, dont ceux de l'horlogerie de Besançon (Lip), les banques parisiennes, un amendement prône « la recherche des formes d'action s'attachant à rendre l'ensemble des travailleurs actifs dans l'élaboration et la conduite des luttes : assemblées générales, comités de grève, commissions ». L'orateur insiste sur « la nécessaire autonomie d'analyse et d'action du syndicat qui ne peut que se renforcer avec ses pratiques comme le montrent les progrès de la CFDT à Lip et dans les banques ». Ça ne convient pas au représentant du syndicat de la Moselle « vous voulez fermer l'expérience syndicale aux travailleurs ». Et Jeannette Laot, qui ne manque pas une occasion de rappeler que les amendements ont été modifiés et qu'avant, ils étaient encore moins bons... déclare « cela cache une pratique de dissolution de l'organisation syndicale comme à Lip ». L'amendement refusé obtient plus de 30% des voix. A Nantes, il y a trois ans, un amendement sur les comités de grève n'avait eu que 25% des voix.

### Le rôle des avant-gardes.

L'amendement présenté par le Betor (bureaux d'études) de Paris demande la suppression du paragraphe sur les avant-gardes éclairées, car il n'y a pas eu de discussion sur cette question.

Tâche difficile vu la sensibilité du congrès. « Le bureau national n'était-il pas une avant-garde quand il se prononçait pour l'autogestion en 68 ? ». « La théorie de l'avant-garde, c'est une vue pessimiste des travailleurs qui adhèrent à la CFDT » répond le représentant de la Santé-Finistère. L'amendement obtiendra 25% ce qui est malgré tout important.

### Trois questions longuement abordées.

Union des forces populaires, action de masse, action gouvernementale, luttes d'ensemble. Ces trois questions ont déjà été longuement abordées dans le débat général. Les délégués qui défendent les amendements rappellent que l'union des forces populaires doit se construire dans les luttes, être sans exclusive et que la mobilisation des travailleurs doit être le moteur de ces transformations. L'argumentation "contre" est centrée sur l'importance de liens entre l'action gouvernementale, parallèlement à l'action de masse, la nécessité de la prise du pouvoir par les forces politiques de gauche. Mais surtout le congrès réagira violemment quand Jeannette Laot, répondant au délégué qui avait critiqué le choix des amendements et la méthode de débat, que « les thèmes qui avaient été abordés ont été choisis par le bureau national et la commission des résolutions parce qu'ils savaient que ces orientations étaient minoritaires » !!! Les amendements seront repoussés par respectivement 64%, 61% et 66% contre et 28%, 27% et 26% pour.

### Objectifs de transformation

Cette discussion pourtant décisive sera encore confuse. La défense de l'amendement sera centrée sur la nécessité d'avancer des objectifs crédibles, capables d'émobiliser les masses. Le vote "contre" a été réclamé en insistant sur la nécessité de mettre en avant des revendications qui, par leur contenu, remettent en cause la logique capitaliste. Il est repoussé par 71%, avec 21% pour.

### Syndicat de soldats

L'amendement sur le cumul des mandats politiques et syndicaux ayant été retiré, celui sur les soldats était l'amendement attendu au congrès. Le choix de l'amendement allait peser lourd dans le vote. In-



## LA COMPOSITION DU BUREAU NATIONAL

Avant-hier, le congrès a élu le bureau national de la CFDT. En tête de liste du collège des fédérations, on trouve les représentants d'Hacutex, de la Santé, des PTT, des Banques, toutes fédérations signataires de la contribution des six. Jacques Chérèque, dirigeant de la puissante fédération de la métallurgie, s'est retrouvé en huitième position avec seulement 12 596 voix sur 23 233 exprimées. Il apparaît comme un des plus liés à la politique passée du Bureau National et notamment de l'opération de renforcement du Parti socialiste et des assises pour le Socialisme. De même, on peut noter que Jacques Moreau et René Salanne ont été élus de justesse sur la liste présentée par le Bureau National.

Les trente et un membres du Bureau National sont répartis en trois catégories :

**Fédérations :** Vernet (Hacutex), Schleicher (Santé), Le Beller (Ptt), Bégot (Banques), Lépiney (SGEN), Goubier (construction), Jacquier (agriculture), Chérèque (Métallurgie), Mennecier (chimie), Vion (transports)

**Régions :** Alard (pays de loire), Delaby (nord), Caradec (bretagne), Magistry (provence), Kaspar (Alsace), Troglie (Lorraine), Pineau (Centre-ouest), Héritier (Rhône-alpes), Gouyet (région parisienne), Thiollent (normandie).

**Bureau national :** Maire (chimie), Hureau (Ptt), Bono (textile), Decaillon (Edf), Roland (agriculture), Mercier (métallurgie), Laot (tabacs), Lesire Ogrel (services), Moreau (chimie), Salanne (Sud-ouest), Et Venlerenberghe, au titre de l'union confédérale des cadres.

complet et peu clair, ceci joint à une volonté de laisser les soldats eux-mêmes décider de leurs formes d'organisation (position développée par le délégué intervenant contre l'amendement. Tout cela donnera les résultats suivants : 19% pour, 70% contre et 11% d'abstentions. Le débat continue sur des points importants. Maintient ou suppression de l'union confédérale des cadres, la structure d'organisation syndicale

mondiale, faut-il privilégier le syndicat d'entreprise ou le rassemblement inter-professionnel ?, l'unité d'action avec la CGT. Sur ce dernier point, l'intervenant dira : « L'accord du 26 juin 74 a donné lieu à la confusion et à la division ».

Mais l'attention du congrès se relâche, les votes décisifs ont déjà été réalisés.

## Des femmes, des immigrés...

Du point de vue de sa composition, le Congrès ressemble au mouvement syndical français : peu de femmes, très peu d'immigrés. Mais l'ensemble des congressistes manifeste une grande sensibilité au ralliement de ces couches au combat commun, mais aussi sur leurs problèmes spécifiques.

Écoutons les déléguées des assurances de la Région parisienne : « Des l'enfance, on donne aux femmes une éducation de mères de famille, continuée par l'école. L'ensemble des hommes, y compris ceux de la classe ouvrière, nous considère comme des êtres inférieurs et ils se montrent agressifs à notre égard car ils se sentent mis en cause ». Cette situation peut être dépassée dans l'action. La grève de sept semaines, fin 1975, à l'Union des Assurances de Paris, démarrée à l'initiative des femmes, a vu la mise en place de commissions femmes, débattant les problèmes spécifiques. Et dans la CFDT, il s'agit de donner aux femmes leurs responsabilités car « la vie syndicale est rythmée par les

hommes. Des femmes à partir d'un autre vécu, donneraient une autre richesse au syndicat ». Elle conclut : « il n'y aura pas de socialisme sans libération des femmes ». Le congrès l'ovationne. La Fédération des Banques et le Syndicat des Finances ont appelé à une réunion des femmes congressistes.

Écoutons le délégué immigré de Peugeot Sochaux, première concentration ouvrière de France, où vivent du travail 10 000 OS immigrés de nationalités différentes : « Sommes-nous attentifs à leurs formes de lutte, ainsi la grève de la faim, liée pour les Maghrébins aux traditions de la grève de la faim dans les prisons françaises, au temps des luttes de libération. Les ambassades avec lesquelles nous devons avoir des relations, ce sont les travailleurs immigrés qui luttent dans les entreprises ». Il affirme avec force la nécessité de prendre en compte pour l'action l'identité culturelle des travailleurs immigrés. Il est longuement applaudi.

Il reste que, demain, tout cela passe dans les faits.

### Foyer Soundiata Paris

## grève des loyers

(correspondant)

192 travailleurs africains du foyer Soundiata à Paris sont en grève des loyers depuis 7 mois. Leurs revendications : malgré une première grève de 3 mois en 1972, la société Soundiata n'a jamais effectué les réparations (peinture, portes et fenêtres, robinetterie, adduction d'eau chaude, propreté des douches) qu'elle avait promises.

Aussi les travailleurs en octobre 75 ont renouvelé leur comité de locataires et aussitôt entamé la lutte. Le patron,

fort de la sagesse de ses treize autres foyers et des subventions ministérielles, laisse pourrir tout en entreprenant à une vitesse d'escargot quelques peintures dans l'espoir d'émousser la combativité. Depuis l'expulsion de ceux de la Sonacotra, les travaux sont arrêtés. Les immigrés redoutent à présent que le patron change de tactique et ne se livre à quelques provocations. Ils sont conscients de la nécessité de populariser leur lutte, d'élargir la solidarité : des contacts existent avec ceux de la Sonacotra et les autres foyers Soundiata. Mais c'est sur le quartier aussi qu'il faut développer le soutien.

Ils ont appelé à la création d'un comité de soutien. Déjà la LCR, l'UL CFDT, le comité de locataires africains du quartier, Révolution Afrique, HR, le MRAP ont donné leur accord de

principe, à la différence de l'UL CGT, qui a refusé par lettre. On se réunira dès mardi 30 mai au 216 bis rue St-Denis.

## Journées « portes ouvertes » aux foyers Sonacotra

**Montreuil :** samedi 29 mai 1976 à partir de 14 h, 16 Place Berthier Albrecht (M<sup>o</sup> Pte de Montreuil ou Galliéni)  
**Colombes :** samedi 29 mai à 17 h 203 rue Colbert  
**Massy :** dimanche 30 mai de 14 h à 22 h 18 rue Ampère.

## HOUILLERES DU NORD ET DU PAS DE CALAIS

Lundi, jour décisif

### LES MINEURS IRONT-ILS AU CHARBON

Le mot d'ordre de 4 heures de grève sur le bassin houiller a été très suivi dès vendredi. Près de 85 % des mineurs ont déserté les puits, dans le Valenciennais la participation est encore plus forte. Ainsi la combativité des mineurs a trouvé là l'occasion d'exprimer une combativité qui n'avait pas trouvé de débouché dans les quelques journées d'action proposées jusqu'ici. Ainsi, la provocation de la direction qui tentait, en lock-outant un puits le 13 mai, de porter un coup à la résistance des mineurs, s'est retournée contre elle. Ainsi, les revendications

toujours en suspens sont-elles réapparues en force: progression des salaires pour l'alignement avec les autres bassins (près de 20 % en plus) et réduction du temps de travail.

Partout, ce sont les mineurs de fond qui se sont le plus mobilisés, le personnel de jour ayant, semble-t-il, moins suivi. Le problème de la continuation est présent partout. Malgré la dispersion habituelle dans les grèves des mineurs, des piquets étaient présents sur le carreau dès vendredi matin. Samedi, les assemblées doivent

se multiplier pour décider la suite du mouvement.

La grève, après la coupure du dimanche, continuera-t-elle lundi? La CFDT a pris la décision, hier soir, d'appeler à un mouvement de durée illimitée (voir le communiqué ci-dessous). Mais le facteur déterminant sera l'attitude de la CGT dans ce secteur où elle est largement majoritaire. Sa position n'était pas encore connue hier soir. La journée de lundi sera déterminante.

S. Lopez

#### COMMUNIQUE DES MINEURS CFDT

Le conseil régional des mineurs CFDT s'est réuni en séance extraordinaire à Douai cet après-midi; il a procédé à un large tour d'horizon de la situation suite à l'action puissante engagée ce vendredi 28 mai par les mineurs du bassin Nord-Pas de Calais. La CFDT qui constate que, par son ampleur, le mouvement de grève est un grand succès, confirme son appel à la grève générale illimitée. En effet 48 h de grève générale est insuffisant pour obtenir le rapport de force nécessaire pour faire reculer l'intransigeance de la direction et aboutir les revendications (respect des libertés, rattrapage des salaires, avantages en nature, amélioration des conditions de travail, classifications, etc.) La CFDT a déposé une demande d'entrevue rapide auprès de la direction générale des Houillères à Douai. La CFDT qui appelle au renforcement de la lutte engagée par les mineurs, propose la création de comités de grève intersyndicaux au niveau des puits et services pour la conduite l'actoin dans l'unité la plus large.

Les élections professionnelles des Houillères du Nord: CGT et CFDT gagnent des voix et des sièges.

La CGT gagne 2 sièges (69,94% - 70,3% -1-), la CFDT gagne 1 siège (8,2% - 6,5%), la CFTC gagne 1 siège (13,99% - 14,4%), FO inchangé (7,87% - 8,8%).

-1- Les pourcentages indiqués en italique correspondent à l'année 1973.

## Imprimerie Montlouis (Clermont-Ferrand)

### La riposte à l'intervention policière à Caron Ozanne a été cinglante

Un correspondant de Clermont-Ferrand nous a écrit pour nous envoyer un compte-rendu de la riposte qui s'est organisée le 21 mai à Clermont, après l'évacuation de l'imprimerie Caron-Ozanne par la police. Voici ce qui s'est passé.

(...) Après l'intervention inadmissible des forces de l'ordre au sein de l'entreprise Caron-Ozanne, où des travailleurs luttent depuis un an pour garder leur emploi, et à l'appel de la FFTL, le travail a immédiatement cessé dans les imprimeries de Clermont-Ferrand.

Dans la nuit du jeudi au vendredi 21:

- Les camarades du journal « La

Montagne » ont débrayé à 19h 30. - Puis les équipes de nuit de l'imprimerie de labour Mont-Louis (500 personnes) à 20h 30. - Enfin le matin du 21, toutes les imprimeries de labour étaient en lock-out. « La Montagne » n'a pas paru le 21.

A Mont-Louis était aussitôt décidée et organisée, avec tract à l'appui, une manifestation (alors

que nationalement seul un débrayage était prévu). Des employés de FO y participèrent. C'est plus de 200 travailleurs et travailleuses qui se sont mis en marche sur la préfecture aux cris de « les flics hors des usines, solidarité avec Caron-Ozanne, Ponia facho, le peuple aura ta peau, Giscard Chirac démission, les flics au chômage... » et même « le pouvoir aux travailleurs ». Puis le cortège s'est dirigé vers les cours professionnels d'imprimerie, où ce jour là, ô coïncidence, se tenait la commission de l'emploi qui traitait du problème d'ITQA, imprimerie des Martres de Veyre (banlieue de Clermont) où 25 licenciements ont été prononcés. Tout le beau gratin du Livre était là, et « ils » nous ont vu arriver aux cris de: « Non aux licenciements », « flics, fascistes, hors des usines ».

Tout cela ne pouvait qu'appuyer nos camarades qui étaient en discussion d'une part, et d'autre part, montrer notre solidarité totale aux camarades de Caron-Ozanne.

Ensuite le cortège est revenu devant la préfecture où un arrêt était observé, avec tous les slogans anti-fascistes possibles. Pour finir nous sommes allés devant la mairie de Chamalières, fief de Giscard, où les fameux RG nous attendaient et se sont vite précipités pour fermer les grilles... C'est fou ce que deux cent personnes peuvent faire remuer de flics !!!

Tout cela s'est déroulé avec enthousiasme, la prise de conscience des travailleurs du Livre de Clermont-Ferrand est une chose réelle. La riposte à l'intervention policière de Caron-Ozanne a été cinglante en Auvergne... Si le pouvoir pense intimider les travailleurs par la force, il se trompe, nous l'avons prouvé. Il est temps que « tout ce beau monde » démissionne, les travailleurs veulent le pouvoir ils l'ont dit avec force le 21 mai...

## TRIBUNE des luttes

### REPONSE A M. FRANÇOIS REGIS HUTIN

Dans un long article, François Régis Hutin directeur de Ouest-France déplore les grèves qui aggravent la situation de l'imprimerie comme de la presse. Il va même jusqu'à demander une sorte d'union sacrée pour permettre à son quotidien d'assurer son rôle d'information et de garantir la pluralité de la presse.

Si Ouest-France assurait réellement l'information, l'ensemble de ses lecteurs n'aurait certes pas été étonné de la non parution de Ouest-France suite à l'intervention des gardes mobiles à Caron-Ozanne.

En effet si ce quotidien régional avait réellement joué son rôle d'information ses lecteurs sauraient:

- que Ouest-France contrôlait l'imprimerie Caron-Ozanne
- que c'est Ouest-France qui a été le maître d'œuvre de la fusion Caron et Ozanne.

- que c'est Ouest-France qui a embauché le directeur Doreau qui a coulé l'imprimerie du chemin vert
- que c'est Ouest-France qui a demandé le plan de « redressement » avec 109 licenciements.

- que c'est donc Ouest-France qui est responsable des 150 licenciements de Caron-Ozanne et qui est responsable de la situation des 47 personnes qui restent sans emploi.

Que M. François Régis Hutin commence donc par répondre de ses responsabilités face aux travailleurs de Caron-Ozanne qui demandent:

- Maintien de l'emploi pour tous
- Non au démantèlement
- Réouverture de l'imprimerie

L'AG Des travailleurs de Caron-Ozanne du 25/5/76

## UN TICKET POUR LA PRISON

Aujourd'hui 29 mai, Philippe Bernardet passe devant la 24<sup>e</sup> chambre du tribunal de grande instance de Paris.

Pour faire reculer la bourgeoisie et sa justice de classe, il faut le soutenir en manifestant tous aujourd'hui à 9h au Palais de justice de Paris.

manifestar sa solidarité et pour que l'affaire soit réglée publiquement. On lui répond: « mêlez-vous de ce qui vous regarde. Vous n'avez pas à questionner un agent de la force publique »...

Il répond en affirmant qu'il est pour la gratuité des transports en particulier pour les chômeurs. Les agents de la RATP font intervenir la police. Procès verbal dressé au commissariat.

Quinze jours plus tard, on réclame 80 f d'amende à Ph. Bernardet pour atteinte au « confort des passagers et entrave à la circulation dans l'enceinte de la RATP ».

Puis, sept mois plus tard, la police le cite à comparaître pour « avoir outragé par paroles, gestes ou menaces, un gardien de la paix... » Il risque 5 ans de prison.

#### Un « incident » significatif

Le 15 octobre - la justice de classe va lentement, mais sûrement - deux travailleurs immigrés étaient pris à partie par des agents de la RATP. Ils n'avaient parait-il pas mis leur ticket dans le tourniquet. Un agent de police en tenue de sport veut faire état de son autorité. Le choix proposé aux deux immigrés: l'amende ou le commissariat.

#### Interdiction d'être solidaire

Un voyageur, Ph. Bernardet, militant CFDT, veut s'interposer pour

## La Rochelle

### Assemblée de grévistes convoquée par la seule CGT

L'assemblée générale des grévistes CGT s'est tenue hier salle de l'Arsenal. Alors que les précédentes réunions étaient intersyndicales, il s'agissait cette fois d'une initiative unilatérale de la CGT. Ce qui aux yeux de nombreux grévistes, apparaît comme un recul. De plus, et contrairement aux autres assemblées inter-boîtes, aucun vote n'est venu sanctionner les débats. Cela fait maintenant plus de huit jours qu'il n'y a pas eu de consultations organisées parmi les grévistes; la principale

consigne donnée a été le renforcement des piquets de grève pour lundi, afin de parer à toute tentative patronale. Sur la CIT-Alcatel, une consultation sera organisée lundi pour discuter de la situation, après la reprise d'une partie du personnel. Si des divergences se manifestent, chacun estime indispensable le retrait des forces de police qui continuent de provoquer autour de l'entreprise. Signalons que la parution d'un journal de la lutte est envisagée.

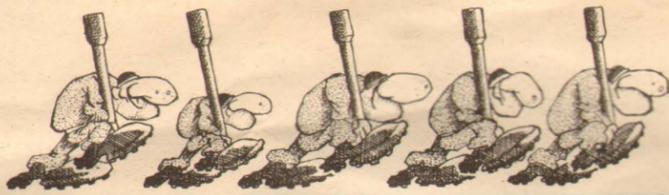
Correspondant

## LE SEXISME DIVISE

Après les incidents qui ont eu lieu le 1<sup>er</sup> mai à Paris ainsi que dans certaines villes de province où le service d'ordre CGT avait violemment agressé le cortège du mouvement autonome femmes, de nombreuses motions de protestation émanant de sections CGT, demandent des explications. Nous en continuons ici la publication par la prise de position de la Commission centrale exécutive de la CGT Air Inter.

« La CCE de la CGT d'Air Inter, réunie à Orly le 5 mai 1976, consciente que seule la plus large démocratie ouvrière peut permettre à l'ensemble des travailleurs de participer au combat syndical, condamne qu'elle qu'en ait été l'origine, les violences dont une partie du service d'ordre de la CGT a fait preuve à l'encontre de femmes militantes, voire d'enfants, lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Paris, et le genre d'insultes qui ont été proférées, particulièrement à l'instant où la CGT, consciente que la lutte des femmes est partie intégrante de la lutte syndicale, accentue son effort pour leur adhésion au syndicat et leur organisation sur leurs revendications propres, décide que cette protestation sera envoyée à la Confédération, à la Fédération CGT des Transports, l'UD 94, l'Union syndicale d'Orly, la Vie Ouvrière, le Collectif de femmes responsable du cortège « femmes » pour la manifestation, parisienne du 1<sup>er</sup> mai. »





## Spécial Incorpo — (2)

# LES « BLEUS » VOIENT ROUGE

Dès la « chaîne d'incorpo », c'est la tourmente : la visite médicale, les paquets, l'uniforme, la tonte, le lit au carré, l'appel, le contre-appel, les ordres, les contre-ordres. Pas le temps de souffler. Déjà, tu as du mal à reconnaître la gueule des gars avec lesquels tu es arrivé. Quant à la tienne, dans la glace, franchement tu as du mal à t'y faire. Quelle sera la réaction de tes copains en te voyant à la première perm'. Et ta copine. ? Tu es là depuis quelques heures, mais la vie civile n'a jamais semblé aussi lointaine. S'acclimater ? On te fait fermement comprendre que tu n'as pas le choix. Le colonel a bien fait un petit discours, bien poli, bien rassurant. Mais à la première occasion, un de ses sous-fifres a expliqué plus crûment : « Z'êtes là pour en chier » « On n'est plus chez mémée ». C'est le moins qu'on puisse dire

### Brimades en série

Isolé, coupé de ton milieu social habituel : déconcerté par ce qui te semble une gigantesque absurdité, tu sens que les moyens mis en œuvre par l'armée contre toi sont grossiers mais efficaces et qu'un an de ce régime ne peuvent que laisser des traces fiennes. Déjà tu commences à employer le jargon « bidasse » et à faire des petites croix sur le calendrier !

Tu connais tes maigres droits. Tu



as fermement décidé de les défendre. Ainsi pas question de brimades. Mais tu as vite fait de réaliser que la réalité est plus compliquée. « Pendant l'incorporation, les brimades sont continuelles. Cheveux coupés courts : Brimade ! car sous prétexte de propreté, on ne cherche en fait qu'à nous uniformiser. Déplacement en groupe et au pas cadencé : Brimade ! on ne nous fera pas prendre cette restriction de

### LIBEREZ SEDIRA ET LIGNEAU

La participation du comité de soldats du 60<sup>e</sup> RI de Lons le Saulnier (« le GV t'as rien ») aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai inquiète beaucoup la hiérarchie militaire. D'autant plus que l'existence du comité représente une menace pour la tenue des journées portes ouvertes prévues sur la caserne. Une seule solution : la répression. Après la vague maintenant habituelle d'interrogatoires, de chantages, d'intimidations, la SM a trouvé deux « meneurs » à sa convenance : les soldats Sedira et Ligneau qui écœpent respectivement de 60 et 45 jours d'arrêts de rigueur. Contre Ligneau qui travaille dans le civil au centre PTT de Paris-Brune, et qui est militant CGT, l'armée a décidé en plus de porter plainte.

Dans quelques heures, dans quelques jours, quelques milliers de jeunes travailleurs, d'étudiants se retrouveront « bidasses ». Partie pour un an, l'« incorpo 06/76 » va se trouver confrontée aux mêmes problèmes que l'ensemble des autres fractions du contingent et aux mêmes nécessités de résistance.

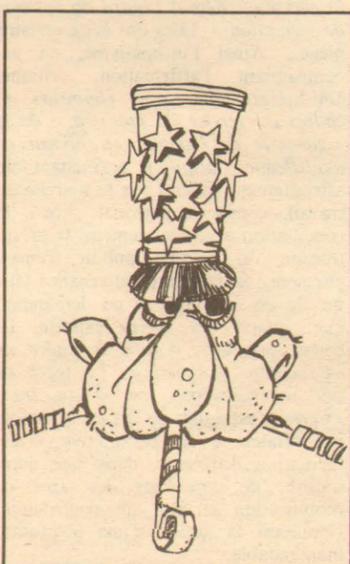
liberté pour de l'instruction militaire. Obsession de l'ordre : Brimade ! utiles revues de piaule et de paquetage ; stupides corvées ; imbécile présentation, tenue, cheveux, salut, appel, rapport... Brimades ! » A ce constat tiré par « Ras le calot » bulletin des comités de Mérignac, on pourrait ajouter que le refus d'accorder des permissions pendant le premier mois de classe, l'isolement avec l'extérieur, les exercices physiques imposés sans entraînement progressif, la misère sexuelle obligée, le climat raciste et sexiste qui règne en permanence, etc., sont aussi des brimades. Tu as le droit de protester contre les « pompes », les injures et les brutalités, mais pas contre l'embrigadement et la dépersonnalisation que t'impose l'armée. Dans une lettre aux nouveaux incorporés, les soldats du 24<sup>e</sup> RIMA de Pérignac expliquent : « Vous sentirez dès votre passage à la chaîne d'incorporation que vous n'êtes plus monsieur Untel avec sa personnalité, sa façon d'être et ses idées, et que vous devenez le soldat Untel avec un uniforme et pas d'idées apparentes ».

Alors, il faut résister. Refuser de chercher la « planque », refuser l'attente soumise et servile permettant d'éviter les ennuis.

### Rompres l'isolement.

Résister seul ? C'est pratiquement impossible, et de surcroît, ce n'est pas souhaitable : ce sont des appelés atomisés, isolés les uns des autres que l'armée veut en face d'elle. Dans ce cadre, les grandes gueules et les fortes têtes n'inquiètent guère. Alors, il faut rompre l'isolement. Avec l'extérieur, avec les autres gars de la caserne.

L'armée veut des soldats coupés de leur milieu. Chaque soldat doit donc maintenir des liens extrêmement solides avec ses camarades civils, ses amis, ses compagnons de travail. Syndiqué, il peut et doit rester en contact avec son syndicat. Il ne s'agit pas uniquement d'un soutien moral (encore que cela compte !) mais d'un soutien qui peut se transformer en soutien de lutte.



de nombreuses sections, UL et UD syndicales prennent maintenant en charge ce type de solidarité, en organisant systématiquement des réunions d'information avant chaque incorpo, en éditant des brochures, en « parrainant » des appelés. Lettres régulières, colis, assurance d'une solidarité active en cas de répression, etc., sont des gages précieux face à l'oppression militaire. Ils maintiennent là un lien de classe élémentaire, indispensable face à une institution qui, précisément, veut annuler toutes les différenciations sociales, ignorer les oppositions de classes au nom du mythe du service « national ».

Mais ce lien, pour nécessaire qu'il soit, est insuffisant. La solidarité doit s'organiser entre les soldats déterminés à ne céder aucun

de leurs droits de travailleurs sous l'uniforme face à l'armée. La floraison des comités de soldats, malgré la très dure répression qui les frappe est le signe le plus indiscutable de cette volonté de lutte collective. Malgré tous les efforts de Bourges et de Bigeard, rares sont à nouveau les casernes où n'existe pas un comité. L'exigence du droit à l'expression, à l'organisation, et notamment à l'organisation sous sa forme syndicale est plus que jamais présente. La participation des soldats aux cortèges du 1<sup>er</sup> mai, aux côtés des travailleurs, lui a donné publiquement une nouvelle impulsion.

La lutte collective est possible. Ses objectifs sont clairs depuis l'appel des 100. A toi de jouer.

JF.V.

### LE TOUR DE VIS

Le Sapeur Majeur, bulletin n° 7 du 5<sup>e</sup> RG fait le point sur les nouvelles mesures pendant les classes. Elles ont commencé à s'appliquer pour l'incorpo 04/76.

- « C'est un nouveau tour de vis »
- suppression des perms de week-end et des perms de nuit pendant un mois (avec exception pour le week-end de Pâques) au lieu de 15 jours auparavant.
- limitation du quartier libre à 2 fois par semaine.
- et d'autres menaces à la con : augmentation des marches de nuit et exercices le soir, piquet d'intervention et section opérationnelle toute la semaine.
- Ainsi on renforce le dépaysement du 1<sup>er</sup> mois, l'isolement, le sentiment de peur et d'impuissance. Ils espèrent bien faire de toi un mouton docile.

Après le vote de la Programmation militaire

## GUERRE AUX VOYOUS

« Flou », « ambigu », « irréaliste », telles sont, entre autres les appréciations dont les députés de la majorité ont gratifié le projet de loi sur la programmation militaire présenté par le gouvernement. Ce qui ne les a pas empêché de le voter comme un seul homme après toutefois qu'Yvon Bourges ait accepté de rectifier certaines formulations du rapport final, présenté pourtant comme étant le fruit de longs mois d'études. Comprenez qui pourra.

« Si j'avais eu l'honneur d'appartenir à l'assemblée, je me serais abstenu », a aussitôt commenté l'UDR de choc A. Sanguinetti « Ceux qui savent de quoi il s'agit ont dénoncé les équivoques, les incertitudes et les insuffisances de ce projet » a également expliqué le bouillant Alexandre. Manière de dire que les autres collègues en majorité ne connaissent rien en matière militaire.

C'est un fait : le projet gouvernemental traduit mieux que bien l'incapacité de l'équipe gouvernementale à définir des choix tant soit peu cohérents. En matière militaire comme en d'autres. « La sanctuarisation » nucléaire de la France (bien problématique d'ailleurs) ne suffit pas, a argumenté Bourges. Il faut donc développer et rationaliser l'armée conventionnelle. D'une manière moins enrobée, Bigeard a traduit précisément l'inquiétude des tenants de l'ordre bourgeois dans les pays de l'Europe de l'Ouest : « Nous sommes entrés dans l'ère de la guerre des voyous ». Ses formes ? L'infiltration aux frontières, le blocus, la subversion. Cette « guerre des voyous », n'est ce pas celle que livre l'ennemi intérieur ? Pour Bigeard qui affirmait il y a peu que nous étions en « guerre subversive » on l'imagine volontiers.

Le projet gouvernemental est d'autant moins clair que le gouvernement n'avance que prudemment ses cartes, que la bourgeoisie est divisée sur les options à prendre.

Frappante est, à cet égard, la confusion qui règne sur la question de la conscription. Chirac s'en tire par une pirouette en lançant : « Peu importe qu'une armée soit de métier ou populaire. Ce qui compte c'est qu'elle soit efficace ». Mais efficace contre qui ? contre « quels voyous » ? Et, aussi peu fiable que soit le contingent en cas de crise majeure, le service militaire reste pour la bourgeoisie un moyen d'encadrement et d'embrigadement de la jeunesse qui n'a pas, jusqu'à présent, trouvé d'équivalent.

Un projet flou pour un gouvernement qui navigue à vue. Le texte qui vient d'être voté n'a, pour l'équipe du pouvoir, qu'un seul mérite : il ne lui lie pas les mains face à son parlement.

JF.V.

## JAMAIS VU DEPUIS 68

par Joseph Krasny

# 3/CE QU'ILS VOULAIENT

Une grève animée, surtout en province, secouant les fondations de l'institution universitaire (Rouge du 28 mai). Une grève où se répandaient parfois, une chaleur qu'ont rarement les discussions politiques des assemblées générales. Ainsi, en Sciences, à Montpellier quand, un dimanche où la fac était occupée, ceux qui étaient présents organisèrent un banquet sur la pelouse : tables en fer à cheval, fleurs, cartons identifiant les places de chacun. Une grève également démocratique malgré les inévitables, inévitables, l'assistance étant plus massive ou plus dispersée. En général, ceux qui l'animaient restaient scrupuleux sur leur représentativité, sur le nécessaire contrôle de leurs décisions. Reste à dire ce qu'ils revendiquaient, à en présenter les raisons, les objectifs.

Au départ, il y avait l'abrogation. Un simple mot. Un refus tout net. Une exigence réfléchie. Rien d'un prétexte pour barrioler la morosité des campus, illuminer leur quotidien. S'il est une question qui fut réellement discutée, dépecée, argumentée, décortiquée lors de multiples débats, de successives commissions, de nombreux groupes de travail, c'est celle-là. Elle n'est en effet pas mineure. En combattant pour l'abrogation de la réforme du second cycle, les étudiants ouvraient subrepticement la porte à un défilé de remises en cause. Comme si ce mot d'ordre premier, essentiel, était voué à « faire des petits ». En refusant la notion de

« diplôme terminal » pour la licence, l'étanchéité des filières, et la réduction rentabilisatrice de l'éventail de matières proposé par chaque faculté, on appelait la sélection sociale au banc des accusés. En refusant l'alignement des formations prioritaires sur les besoins du patronat local, on dénonçait la mainmise patronale. En refusant l'adaptation des contenus à la « mode de l'usine » et la relativisation de la recherche, on s'engageait sur la voie de la bataille pour une autre formation. Ainsi une démarche positive ne pouvait que faire corps avec cette revendication de départ. Négatifs, les refus de la grève étudiante écrivaient



en même temps les premières lettres d'une critique de l'enseignement traditionnel, bégayaient l'exigence d'une formation différente, dictée par les intérêts des travailleurs et non de l'organisation de la production au sein des entreprises.

L'occasion était donc belle de faire un pas irréversible vers la construction

d'un « front pour une autre formation », d'une alliance des jeunes scolarisés, des enseignants et des travailleurs sur ces questions. Or, à l'évidence, cela ne semble pas être un des principaux trésors du butin de la grève étudiante. Nationalement, lors des grandes coordinations, la discussion d'une plate-forme nationale du mouvement est venue tard, trop tard. Seule celle de Censier, la quatrième, l'avant dernière, a consacré une partie de ses travaux à un débat, morcelé et nocturne, sur chaque revendication. Qu'il y ait là un bilan relativement négatif, c'est incontestable. Mais l'on ne peut en tirer argument, comme le fait Michel Rolant pour la CFDT (*Le Monde* du 28 mai), pour oser renvoyer dos à dos les « groupes de pression de droite... et d'extrême-gauche » qui « jettent de l'huile sur le feu », les seconds ayant « par sectarisme ou opportunisme » refusé « la mise au point d'une plate-forme revendicative négociable de revendications concrètes ».

C'est au-delà de l'insulte, noyer le poisson. Hypocritement. C'est en effet passer sous silence que l'exigence d'abrogation elle-même tendait à être remise en cause lors des rencontres entre étudiants et syndicats : essentiel, le débat sur les revendications ne pouvait être le prétexte honteux à un recul, une esbrouffe pour mieux capituler. Que le mouvement étudiant ait débattu de ces questions avec retard et à la va-vite, peut, dans une certaine mesure, être mis au compte des responsabilités dont il était investi face à ceux, particulièrement la FEN et ses syndicats, qui étaient prêts à brader la lutte, à céder sur l'essentiel.

### Une base de départ

Pourtant, malgré ces faiblesses, les revendications votées le 28 mai à la coordination nationale de Censier sont une solide base de départ. Elles s'inscrivent d'emblée « dans le combat de la classe ouvrière à l'égard du système de formation ». Elles ont évité certains pièges. Ainsi l'ultimatum, en accompagnant l'affirmation, critique, anti-hiérarchique, « ni chômeurs ni cadres au service du patronat », de la « garantie de l'emploi au niveau de qualification acquis » permettant un affrontement concret sur le marché du travail, contre le patronat. Ainsi, la conciliation avec l'éclatement, la privatisation du service public d'enseignement, en rejetant l'alternance telle qu'elle est organisée et en demandant que, quand des stages existent, ils soient organisés « dans le cadre de l'Education Nationale ». La force de ces revendications est d'être transitoires, c'est à dire de lier les exigences immédiates à la perspective d'une formation différente, dans une autre société, de constituer des axes de mobilisation et non un contre-plan, ripolinant la façade d'une institution inamendable.

### La critique des petits rouages

Il reste que la critique de l'université quotidienne, de ses petits rouages, de ses enfermements, de ses bourrages de crâne et de ses mises au pas, n'a pas abondamment nourri le terreau de la grève. Les revendications, dit un montpelliérain, c'est ce qui est le plus mal passé. Autant les débats généraux sur l'école, ça allait, autant leur concrétisation était difficile. Pourtant une inscription sur un des murs de sa faculté, celle de Sciences, invitait à pousser la critique : « Tant qu'il y aura des concours, il y aura des cours cons ». Pourtant, le comité de lutte de cette même faculté avait rassemblé à la rentrée de Pâques, l'ensemble des cahiers de revendications, très minutieux, de chaque année. On y trouve pêle-mêle la mauvaise organisation technique et pédagogique des enseignements, l'arbitraire des TD, des cours magistraux, la hiérarchie confortée par l'autorité indiscutée des profs, l'infantilisation de l'étudiant... Mais rares furent, en général, les petits regroupements d'étudiants, partant de débats élémentaires, analysant le contenu d'un cours, s'interrogeant sur la fonction de telle ou telle matière. A l'exemple de ce forum sur l'enseignement d'économie à Aix, qui commença à 20 H 30, se termina au milieu de la nuit chez un enseignant.

Lundi : Qu'ont-ils fait des examens ?

## Les IUT et leur coordination parisienne

### EXEMPLAIRES A PLUS D'UN TITRE

On en a peu parlé. A Paris, leur grève a atteint son point culminant avant la vague étudiante. En province, elle fut submergée par elle. Pourtant leur lutte recèle maintes richesses et particularités. Il s'agit des Instituts universitaires de Technologie, créés en 1966 et bousculés chaque année, presque rituellement, par des grèves de printemps. Joël, membre de la coordination permanente des IUT parisiens nous en a parlé.

#### Autre chose

Les IUT c'est d'abord un milieu particulier, une institution défectueuse des universités. A part, « Un modèle de l'achèvement de la réforme du second cycle ». Un cycle court de deux ans, où 10 % des étudiants peuvent continuer leurs études alors que 60 % en manifestent le désir. Un cycle préprofessionnel, avec un stage en entreprise obligatoire pour l'obtention du diplôme. Un cycle sous contrôle patronal, puisque 30 % des ressources d'un établissement viennent des patrons et qu'ils ont 1/6 des sièges au Conseil d'administration. Les IUT sont d'ailleurs souvent créés en fonction de leurs besoins : celui de Clermont est lié à Michelin qui y fait travailler les élèves sur ses programmes, celui de Lançon à la Thomson...

Le rythme de la vie à l'IUT est déjà professionnel. « La division en départements, années, groupes de 24, préfigure celle des boîtes. On ne se rencontre pas. » Les « créneaux », les poses ne sont pas les mêmes. Seuls 140 élèves, sur des IUT de 500 personnes peuvent se croiser en même temps. Pour se réunir, il faut sauter les repas ou attendre le soir, avec son lot de fatigue. Car les horaires aussi ont un goût d'usine : 35, 40 heures et un contrôle rigoureux des absences qui compte pour le diplôme.

Le contenu de la formation a les mêmes relents. Ainsi, pour les cours d'organisation scientifique du travail ou la formation générale. Des licenciés d'économie font de la prétendue « dynamique de groupe »,

avec un chef, un leader, un secrétaire « où l'on joue à apprendre la hiérarchie, à savoir diriger des hommes, prendre des responsabilités. » Les stages, « l'initiation à la production de façon à être rentable très rapidement en sortant. » Pas de rémunération ni d'indemnisation. Au petit bonheur la chance, en fonction des rages du patron qui ne donne rien ou 500 F de logement. Le patronat s'en sert comme moyen de pression : « le stage est obligatoire pour le diplôme, mais les patrons ne sont pas obligés de le donner. » Leur intérêt ? « Ça dépend. » Dans certains cas, l'IUTien est une masse de manœuvre, se retrouve par exemple cableur OP 2. Souvent, « l'idée idéalisée que donnait l'IUT de notre travail est démolie ». Et bien sûr, la formation syndicale n'est pas prévue à leur programme.

Restent les différences, en fonction de la nature de l'IUT, du secondaire ou du tertiaire, qui recouvrent des mentalités diverses, liées à des débouchés PROFESSIONNELS ET DES origines sociales différents.

#### Nous voulons...

Les revendications ? La principale est la reconnaissance du DUT, le diplôme terminal, dans les conventions collectives. Il s'agit d'« un niveau minimum d'embauche, d'une base d'unification nationale du diplôme ». N'est-ce pas, derrière l'exigence d'un emploi au niveau de qualification acquis une façon de garantir le maintien de la hiérarchie dans l'entreprise ? « Non, parce que nous menons une autre bataille, encore minoritaire, pour refuser toute division des travailleurs. Nous refusons d'être des cadres flics. Nous critiquons les grilles de classification, qui sont hiérarchiques, où l'ouvrier monte de 5 en 5 points, le technicien de 30 en 30, l'ingénieur de 50 en 50. Nous nous opposons sur ce plan à l'UGICT-CGT qui, elle, défend que le technicien soit un cadre qui, par sa création même, sépare les techniciens de la base. »

#### Continuer tout le temps

Les grèves annuelles des IUT ont été présentées comme des « grèves vacances ». Un ras-le-bol de l'institution qui explose. Alors on la fuit. « Cette désertion est réelle, presque inévitable si rien de concret n'est proposé. L'IUT c'est petit, laid, triste. » L'année dernière, un premier changement : quinze jours de grève relativement massive, une première coordination nationale réellement unitaire et non manipulée.

Cette année, une deuxième évolution : « Si la grève est importante pour se connaître, apprendre à agir ensemble, il n'en reste rien après les vacances. Alors un besoin très fort de continuer tout le temps, de s'organiser en permanence s'est fait sentir. » La coordination parisienne a donc décidé de se maintenir après la grève, regroupant des représentants des comités de lutte qui sont maintenant à Paris les seules structures réellement reconstruites. Leur tâche ? « Organiser la lutte sur de multiples thèmes : le même créneau pour tous, les foyers, le contrôle des absences, les restos et les logements. Impulser des débats dans els IUT, avec des ciné-clubs, des journaux. Briser l'isolement, réaliser une animation culturelle. »

La coordination sort un journal qui en est à son deuxième numéro, elle permet aux différents comités de se rencontrer. Ils sont ouverts à tous puisque « leur plate-forme est celle de la grève » qu'ils peuvent enrichir. Un refus ne peut paraître que sectaire « pour construire une organisation syndicale à part ». D'ailleurs l'UNEF ne s'est jamais risquée à dénoncer la coordination et le MAS participe aux comités. L'UGICT-CGT parle de « liens avec les organisations des étudiants » sans spécifier, bien qu'elle ait proposé à la coordination d'adhérer à l'UNEF.

Un début. Reste à continuer. Vers la province. Un réseau d'adresses se constitue. On s'écrit, les tracts circulent...

### LA GREVE RACONTEE AUX JEUNES FILLES

Jacinte en est à son huitième numéro. On se veut dans le vent, on s'adresse aux « jeunes filles », une sorte de Elle pour demoiselles en fleurs, image bouffie d'idéologie dominante. Et dans son numéro de mai, on « raconte » l'« agitation universitaire » : « recteurs séquestrés, règlement de compte au couteau...cars de police lapidés, matraquages d'étudiants modérés, des examens compromis, des universités couvertes d'affiches ou salies de slogans, tel est le bilan... Les contestataires ne représentent que 10 % du monde étudiant. Encadrés par les communistes de l'UNEF et par quelques états-majors gauchistes, ils ont contre eux la grande majorité des étudiants qui veulent passer leurs examens et qu'exaspèrent les piquets de grève » Oh, dear, shocking...

## DES QUEUES DE CERISE

Un camion de cerises brûle dans la nuit du 19 mai à Apt, en Provence. « Heureusement qu'il y a eu cet incident » commente un paysan. Il a permis que soit posé le problème des cerises. Les agriculteurs ne s'en tirent plus : en 74 la confiserie d'Apt-Union leur achetait les fruits 2,7 F le kilo, aujourd'hui, elle leur propose 1,5 F comme l'an passé - alors qu'elle vient juste de leur payer la récolte 75. C'est le prix de la main d'œuvre et des charges. Avec l'inflation, la cueillette des cerises sera déficitaire cette année... alors que le cours de la cerise à Paris descend difficilement en dessous de 10 F.

Propriétaire de la confiserie, le trust pharmaceutique Midy profite de l'importation des cerises d'Italie d'une qualité inférieure, mais au prix de 1,5 F. Les paysans aculés ont le choix entre vendre à perte ou détruire...

Vendredi, il y a eu une première manifestation des producteurs à Apt et les travailleurs de la confiserie sont solidaires. Un paysan avait amené un de ses arbres, coupé le matin, avec une pancarte : « le 1<sup>er</sup> de 500 000 ». Accompagné en procession funèbre devant la sous-préfecture, il symbolise la situation : il y a dix ans, on disait : « plantez, il faut de la cerise », maintenant ce serait plutôt : « débrouillez-vous ». Les paysans lorgnent sur les camions qui viennent de Grèce, d'Italie ou de Crimée et pensent aux viticulteurs de l'Aude. Il faut s'attendre à de grandes actions avant le début de la récolte.

Information tirée de la *Criev*, journal de Marseille.

# ALLEZ LES VERTS !



Enfileur de bouidin (il en avale 3,6 m), enfouisseur de pâtes (1,8 kilo en 15 minutes) quiches-vorace (14 en dix minutes), notre homme est champion du monde de l'allumage de cigarettes. Ne comptez pas. Il en a 35. Ce n'est que le début de l'exploit puisqu'il en a enfourné et allumé 121. Un seul mérite à ce bouffi, il nous révèle à sa manière l'essence des records en n'importe quoi, des champions-en-tout !

## LA PSYCHIATRIE EN QUESTION

L'article du Dr Descombey sur la psychiatrie publié dans un numéro précédent de Rouge a suscité des réactions très vives. Nous publions de larges extraits de trois lettres qui nous sont parvenues.

### CELUI QUI SE PREND POUR DIEU VEUT CHANGER LE MONDE

Quand vous dites, cher docteur, qu'en France, il n'y a pas de fou « politique », ou qu'il ne faut pas mélanger « vrai fou » et « fou politique » des pays voisins, vous vous mettez des œillères devant les réalités quotidiennes. Des réalités que vous ne pouvez pas comprendre, étant donné que vous ne les vivez pas en tant que telles.

Je m'exprime :  
De nos jours, le patronat exploite les ouvriers avec des salaires dérisoires, des moyens de transport longs et exténuants. Ces ouvriers, lorsqu'ils rentrent chez eux, c'est juste pour se reposer, sans avoir le temps de vraiment s'informer, surtout lorsqu'ils ont des enfants et qu'ils ne peuvent pas s'en occuper correctement.

Vous pourrez remarquer l'agression journalière que vivent les ouvriers allant à leur travail par manque de sommeil, par manque de détente réelle. Un beau jour, l'un d'eux craque, il est fou, dangereux, son entourage ne comprend rien et

l'engrenage continue sa route inexorable.

Si ça, ce n'est pas politique, qu'est-ce que c'est ? Avez-vous vraiment écouté le délire de quelqu'un qui se prend pour Dieu ? Il veut changer le monde, arrêter l'injustice et les guerres, il veut faire des « miracles ». Ce délire, cher Dr Descombey, s'il n'est pas politique, qu'est-ce qu'il est ?

Avec vos honoraires et vos conditions de travail, cher docteur, pouvez-vous comprendre cela ? Et quand vous pleurez sur la souffrance de vos malades, je m'étonne de votre manque de mémoire : lorsque l'un deux (c'était moi), commence à s'en sortir et n'a pas d'autre issue que de devenir infirmier psychiatrique, on ne peut pas dire que vous lui donniez sa chance...

Voilà ce que je tenais à vous dire, moi qui ai été interné deux ans et demi après 68, comme par hasard.

Un « fou » qui ne se porte pas trop mal, sans rancune

### LE RACISME ANTI-FOU

Nous sommes d'accord sur un point : Pliouch est un militant révolutionnaire, alors que la majorité de la population des hôpitaux psychiatriques n'a encore aucune conscience politique.

Mais, faut-il en conclure que la psychiatrie en France n'a rien de politique ? Quelle différence entre un psychiatre du KGB et un médecin-psychiatre de la Préfecture de police ou un expert auprès des tribunaux ? C'est le même but qui est poursuivi : déposséder l'individu de son histoire, de son corps, lui enlever tout moyen de défense.

La psychiatrie, c'est la même : ce qui change, ce sont les normes d'application selon les intérêts de la classe ou caste dominante et leurs marges de manœuvre.

Descombey dit qu'en France, il y aurait « encore » des « choses af-

freuses » et des « possibilités d'abus de pouvoir ». C'est tout.

Mais la loi de 1838, la loi de 1954, la loi de 1970, la nouvelle loi sur les enfants handicapés, les neuroleptiques, l'ergo-thérapie, tout ce qui fait le cadre de la pratique de tous les psychiatres, quelque soit leur bonne volonté, Descombey s'en fout. Il a d'autres ennemis. Il trouve « puéril » d'accuser les psychiatres, mais se permet d'accuser pêle-mêle les familles, les voisins, les autres fous... sans se soucier du contexte politique d'exploitation et d'oppression quotidienne qui provoquent le racisme anti-fou.

Ainsi, pour Descombey, toute tentative pour politiser le problème de la psychiatrie est réduite à de la manipulation (le mythe du gauchiste...). Cette jolie pirouette lui permet d'éviter de prendre position sur les revendications contenues dans la charte des internés.

Et il avance l'éternel argument sur la « souffrance du fou ». Depuis quand la caste des psychiatres aurait-elle le droit de se réclamer de la souffrance du fou, de s'en faire le porte-parole ?

Nous demandons à Descombey et à tous les psychiatres de gauche : A qui profite la médicalisation et la psychiatisation de la souffrance ? N'y aurait-il pas place pour des luttes contre des techniques qui ne servent que la classe dominante ?

Aujourd'hui de nombreux travailleurs de la psychiatrie remettent en cause le rôle qu'on leur fait jouer, et cela est loin d'être « minoritaire ». Des sections

syndicales comme la CFDT de Ville-Evrard en jonction avec celle du BHV dénoncent l'internement d'un syndicaliste et s'apprennent à lutter contre les placements d'office. Des sections CGT prennent position contre l'ouverture de pavillons spéciaux.

Et que conclut Descombey ? Tout comme les stalinien, il déclare que ceux qui entreprennent une critique de la psychiatrie ne peuvent être que des bourgeois du XVIème Arrt. On savait déjà que les psychiatres n'aiment que les pauvres.

F.C. et J.F.L., collectif gardes-fous, MD, militante Groupe Taupe

### L'IMPOSSIBILITE D'UNE PRATIQUE PSYCHIATRIQUE REVOLUTIONNAIRE

Bien sûr qu'en France il n'y a presque pas (il y en a quelques uns cependant, et régulièrement) d'opposant politique au sens strict mis à l'HP pour dégager le plancher. Mais en s'attardant à de telles évidences, Descombey lance le filet de camouflage sur la grosse Bertha de la répression présente et à venir. Que les psychiatres progressistes ne soient pas des flics, on le sait. Un flic, ça manque de subtilité et de dimension humaine, pas les psychiatres. La répression psychiatrique, ce n'est pas la matraque, ni même les médicaments psychotropes, c'est la présence à disposition de l'Etat de techniciens réducteurs de conflits, techniciens de l'Etat, quel qu'il soit, et surtout tel qu'il est en France, en RFA, aux USA.

Qu'il est commode, cet appel à la souffrance du fou ! De quels médecins, de quels soignants hypothétiques parle Descombey quand il écrit que les fous seraient laissés par eux à leur abandon tragique ? Se croit-il, en tant que psychiatre public, et par ce titre, le seul apte à s'occuper d'un fou ?... Quant à lutter pied à pied contre la répression

des malades mentaux, qu'une bonne question soit entendue : Ce que nous faisons de moins dégradant, ce qui nous « honore », c'est le minimum que nous puissions faire. Encore faudrait-il voir dans cette pratique du bon samaritain, ce qu'elle contient comme possibilités de replâtrage du pouvoir en place, et surtout ce qu'une critique a minima permet à ce pouvoir de rectifier pour mieux faire avancer la chaîne.

Enfin, il n'y a pas de pratique psychiatrique révolutionnaire possible aujourd'hui. La bonne action quotidienne, le projet de psychiatrie différente des soignants PCF, ne sont qu'une roue de secours en réserve de la république bourgeoise. Quant au « secteur », il demeure pour la psychiatrie traditionnelle une arme de plus. Ce n'est que de la confrontation, après une véritable critique de la théorie et de la pratique psychiatriques que pourrait naître une nouvelle pratique, inexistante à l'horizon, aussi loin que l'on puisse observer avant ou après Descombey.

Dr R.Poulidor, médecin public

## les temps modernes

Le PDG de Saveco vient d'être condamné à 5 000 F d'amende pour publicité mensongère : il n'était pas impossible de trouver moins cher que chez Saveco puisqu'il a été établi que les contrôles qu'il y avait entre 30 et 61 % d'articles vendus moins chers dans les grandes surfaces directement concurrentes. Le tribunal a ordonné la publication du jugement au « Monde » et au « Figaro » et dans la presse locale. Les associations de consommateurs constituées partie civile sont gâtées puisqu'elles ont droit à un franc de dommages et intérêts.

Convoqué devant la 9<sup>e</sup> chambre correctionnelle le 25 mai pour statuer sa demande de mise en liberté, Jean Lapeyrie non seulement s'est vu notifier le maintien en détention, mais en plus le président contre toute attente a décidé d'entreprendre le procès en appel, sans doute pour empêcher toute mobilisation en faveur de Lapeyrie. Face à cette méthode scandaleuse, le Comité d'action des prisonniers appelle à venir nombreux devant la 9<sup>e</sup> cour, le 1<sup>er</sup> juin à 13 h pour connaître le verdict de cette justice à la sauvette. Le CAP intérieur de la prison de Fleury Mérogis proteste contre les interpellations systématiques de nos camarades du CAP, qui de l'autre côté des murs informent nos familles sur nos conditions de détentions. Le CAP extérieur organise aujourd'hui un rassemblement devant la prison de Fleury Mérogis à 13 h. Départ des cars : place Denfert Rochereau à 12 h 40.

Les groupes femmes de Rennes organisent le 30 mai 76 une fête des femmes, le jour de la fête des mères, à 14 h à la Maison du Champ de mars : débats-forum sur la maternité, les femmes au travail, l'éducation des filles, la répression sexuelle ; expo, livres, films, sketches. Il y aura un crèche.

A Aix en Provence les six femmes inculpées il y a six mois pour avoir pratiqué un avortement sur une mineure passent en procès le 2 juin. Un collectif de défense des inculpées, soutenu par la coordination des groupes femmes, le MLAC, le PSU, la LCR et Révolution appelle ce matin à un premier rendez-vous de solidarité ce matin à 10 h, au marché aux fleurs, allées Gambetta à Marseille, puis à l'angle de la Canebière et du Cours Saint-Louis.

Pour aider la librairie « Les temps des cerises » une fête est organisée à Nancy, samedi 29 et dimanche 30 mai à la MJC Rencontre. Les groupes femmes de Nancy y présenteront trois films suivis de débats. Des discussions auront lieu également avec le comité anti-nucléaire et la revue *Révoltes logiques*.

Des universitaires de Brèmes en Allemagne diffuseront sur la place du marché des œuvres qui restent interdites. Samedi 29 mai, à la même heure, à 11 h 30, une délégation du Comité contre la répression en RFA, soutenue par l'Escole Emancipee, se rendra à l'ambassade de RFA, 13 avenue Franklin Roosevelt. Joignez-vous massivement à cette délégation.

## HISTOIRE D'UNE VILLE MORTE

Sur la pointe des pieds, en vingt ans, dix mille montpellierains, 10 % de la population de l'époque, ont quitté le centre pour les H.L.M. Le secteur sauvegardé, c'est la mise en valeur des vieilles pierres et la perte d'identité. L'âme de la ville s'est enfuie avec ces vieux et ces gosses que l'on a chassés des places. Aujourd'hui, c'est la reconquête de la ville par la bourgeoisie, elle a fait du centre ville sa vitrine, un symbole de son pouvoir. La ville est aujourd'hui parcellisée par des artères où la circulation est rendue plus difficile par la présence des parkings au centre même de la ville. Ainsi, au moment, où les habitants sont chassés vers l'extérieur, tous les services sont concentrés vers le centre, rendant insolubles pour des dizaines d'années les problèmes posés par le flux croissant de populations entre le centre ville et la périphérie. Tout appartient au secteur privé : gestion des marchés, des transports, des parcs-mètres.

Si la bourgeoisie du XIXème siècle, celle des négociants et des propriétaires fonciers enrichis par le vin aurait marqué de son sceau néo-colonial un urbanisme fort bourgeois, celle d'aujourd'hui n'a même plus de projet esthétique. Enrichie par le marché noir, la municipalité est un ramassis de pétainistes et de requins de l'immobilier, elle juxtapose des bouts de garrigue et d'immenses espaces de béton.

Ville sans âme où la culture est à l'image d'une bourgeoisie qui pue le fric et l'immobilier, ville étrangère à sa terre occitane, à une culture régionale que la bourgeoisie a tué en prenant tous les pouvoirs. Elle a tué le musée Fabre qui avait connu une certaine notoriété avec l'école impressionniste ; ville morte qui considère ses 25 000 étudiants comme des trublions.

### Un secteur culturel démantelé

L'école des beaux-arts est municipale. Elle a un budget dix fois moins important que celle de Perpignan. Si le maire refuse de créer un second cycle, ce n'est pas au nom de l'autonomie du pouvoir local face à la réforme du secrétariat d'état, mais parce qu'aujourd'hui le projet culturel se limite au culte de la vieille pierre et du patrimoine lyrique au détriment de toutes recherches et de tout investissement dans le domaine culturel. Trois mois de grève étudiante dénonçant une ville de vieil art n'ont même pas obtenu l'ouverture de négociations avec la mairie.

La réforme des écoles d'architecture va dans le même sens : il s'agirait de créer un cycle de plasticiens d'architecture en environnement aux Beaux-Arts, de faire éclater le deuxième cycle d'archi : technologie en Sciences, urbanisme et sociologie en Lettres, le tout coiffé par une seule école nationale délivrant le diplôme d'architecture. Les écoles de province ne formeraient que des techniciens en un cycle.

### UN MUSEE DU DESERT

Ville à la culture pétrifiée, ainsi apparaît donc Montpellier. La municipalité se plaint dans une étroite spécialisation de culture bourgeoise dont le cachet de poste fait foi : « Montpellier riche de son passé ». Aucune MJC, les seules salles disponibles aussi bien pour les réunions publiques que pour les activités culturelles, ce sont les curés où les pasteurs qui les prêtent.

Les cinq troupes de théâtre n'ont aucun lieu d'animation permanent, elles n'ont aucune espèce de subvention et jouent le jeu de la béquille et de la surcharge de travail. Dès qu'elles essaient de se professionnaliser, c'est la misère.

Si Montpellier connaît le plus fort taux de fréquentation des salles de cinéma, les deux cinés-clubs les plus importants ont disparu faute de crédits et de salles. Aujourd'hui, seuls les universitaires peuvent débattre dans leur campus. Neuf salles ont été créées en cinq ans et neuf doivent encore l'être par Gaumont, elles sont concentrées dans un rayon de deux cent mètres. Sur vingt salles, sept appartiennent à la société Océanic et six sont contrôlées par le même exploitant, ce qui limite la variété de la programmation puisqu'il faut passer par tous les titres du distributeur.

Enfin côté musique, le groupe Fiuce arrive à faire entendre de la pop dans des salles de curés ; les facs sont interdites de spectacles. Une expérience originale est tentée depuis deux ans : la Fanfare Bolchévique dont nous reparlons

Correspondant

## au fil de la semaine

### CINEMA

#### LA MARQUISE D'O...

d'Eric Rohmer

Dans le cinéma français, Eric Rohmer a une place à part. Secret et précieux, conservateur et moraliste, cet ancien animateur des Cahiers du Cinéma force l'estime par son dédain des contingences commerciales, en même temps qu'il agace par l'austérité élitiste de son cinéma. Dans *La Marquise d'O...*, il adapte fidèlement une nouvelle de l'écrivain romantique allemand Heinrich von Kleist (auteur du *Prince de Hombourg*) : un bel officier abuse d'une noble dame pendant le sommeil de celle-ci ; peu après, elle se trouvera enceinte sans comprendre comment. Après moult drames familiaux, l'honneur sera sauf et la réparation effectuée. Ce drame bourgeois très daté nous est livré sous l'emballage d'une mise en scène glacée, qui par instant s'écarte du « tableau de genre » pour une sorte de clin d'œil d'humour ambigu. La nécessité d'un tel film reste problématique.

La nécessité de PLT aussi... (note de la frappe)

P-L.T.

#### UNE HISTOIRE IM-MORTELLE LA DAME DE SHANGAI

d'Orson Welles

On peut légitimement s'interroger sur la notion d'auteur : déjà dans le cinéma - univers de commerce, de spéculations, de compromis... - ensuite dans l'idée même de la création artistique ou de ce qu'on appelle comme ça. La présence de gens comme Orson Welles semble renforcer, en tout cas, les idées traditionnelles sur le « génie incompris en butte aux difficultés du siècle ». Et ces concepts (?) un peu poussiéreux sont ici d'autant plus utiles que c'est sûrement ainsi qu'il se voit lui-même, comme une sorte de démiurge terrassé et amer : les ricanelements de *Vérités et mensonges* ne sont pas si loin...

Les deux films du programme actuellement reproposé aux spectateurs ne sont pas inédits. *La dame de Shanghai* fut assez abondamment projeté et *une Histoire immortelle* est passé plusieurs

fois (et tout récemment encore) à la télévision. Ils encadrent presque intégralement la carrière Wellesienne. Le premier est une destruction du mythe de la star et un brillant exercice de style sur les thèmes du film noir américain ; le second campa un personnage jupitérien qui essaie de forcer le destin des gens, de créer lui-même, en une sorte de théâtre vivant, une réalité incarnée : il échoue et réussit en même temps sur deux plans différents. On imaginerait volontiers un film qui serait le lieu géométrique de ces deux-là, qui serait situé chronologiquement entre les deux, qui serait aussi film noir et policier et création d'un personnage démiurgique et manipulateur : on l'imagerait volontiers s'il n'existait pas déjà, c'est *la Soif du mal*. Pour corser le problème de « l'auteur » : ces trois films sont adaptés de livres écrits par d'autres...

P-L.T.

#### Rappel

● *Cadavres exquis*, de Francesco Rosi (un film-révélateur de la situation politique italienne, et de ses confusions).

● *Au feu... les pompiers*, de Milos Forman (auteur de *Vol au-dessus d'un nid de coucou* ; le dernier film qu'il tourna en Tchécoslovaquie).

● *Avec le sang des autres*, de Bruno Muel (une dénonciation de l'exploitation capitaliste à Peugeot, par un cinéaste proche du PCF).

● *Comment Yukong déplaça les montagnes*, de Joris Ivens et Marceline Lorian

● *L'Honneur perdu de Katharina Blum*, de V. Shönendorff et M. Von Trotta

● *Nous nous sommes tant aimés* d'Ettore Scola

● *La terre de la grande promesse*, d'A. Wajda

● *La dernière femme*, de Marco Ferreri

### LINRES

Hachette, 42 F

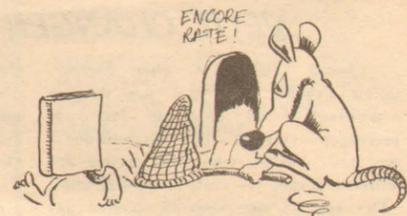
#### LA DEROBADÉ

de Jeanne Cordelier

Ce livre est un chef d'oeuvre. Il vous poursuivra longtemps, et ses images obsédantes ne vous lacheront plus, bien après que vous ayez terminé de le lire. « Une putain qui raconte sa vie ? Encore » diront les blasés ou les belles âmes. Oui,

encore-et ce ne sera jamais de trop. Véritable descente en enfer, ce livre ne prétend rien exposer, expliquer. Pas de théorie sur l'oppression des femmes. Pas besoin. Pas de longs discours. Non. Un simple récit à la première personne où Jeanne Cordelier raconte, se raconte. On la suit partout : de son enfance aux bars sordides de Pigalle, des rues de la Madeleine aux bordels de la rue St-denis. Et c'est terrifiant. Avec ce livre, on comprend mieux l'« envers du décor », d'un décor qui n'est pas si marginal que ça : 45 000 passes ont été recensées en 1973, pour la région parisienne seulement. La solidarité des « frangines » devant les coups durs, qui alterne avec la concurrence et la jalousie quotidiennes. La plongée dans les abysses du refoulement et de la misère sexuelle : scènes de sadisme, où c'est la vie qu'on risque. Ici l'oppression de la femme est à l'état brut. Et puis, ce livre est important pour une autre raison. Plus que dans les témoignages recueillis dans *une vie de putain* (la France sauvage), plus que dans le mouvement des prostituées, qui avait établi sur ce point un silence mensonger, on mesure le rôle, énorme, que jouent les macs. D'ailleurs, l'homme est omniprésent dans ce livre de femme, avec la constante apparition de la Sainte Trinité : flic, mac. Et à l'issue de ce livre, on en arrive à se demander s'il n'y a vraiment plus qu'une voyelle qui sépare « mac » et « mec ». Un livre horrible et salutaire, avec aussi, inattendus et inconcevables, de grands moments de tendresse, et même de joies éphémères. La force de ce récit est telle qu'elle le fait comprendre les rapports complexes entre misère sociale, misère sexuelle, et leurs dérivés : la prostitution, l'esclavage des femmes, le rôle du flic, le racisme. Un livre bouleversant, qu'il faut lire et faire lire.

M.F.



#### VIENT DE PARAITRE

##### MASPERO

● Dominique Lecourt *Lyssenko, histoire réelle d'une « science prolétarienne »* (avant-propos de Louis Althusser). 35 F.  
● Tahar Ben Jalloun *La mémoire future*

Barka. Et cette année, comme il se doit, *Les ambassadeurs* de Naceur Ktari rejoint le lot des films du Tiers-monde qui dérangent. Selon leur critère, les vérités sont bonnes à dire... mais en tout cas la réalité n'a pas encore droit de cité. « Maintenant que nous avons choisi le film du Tiers-monde, parlons cinéma », disait quelqu'un de la Semaine de la critique (...)

Décidément, on ne nous permettra d'être présents à Cannes qu'à la condition de répondre à leurs normes de valeur, de n'être pas nous-même, d'éviter ce qui touche leur malheureuse sensibilité, d'être des « Arabes et des Africains de service » bons à exposer tous les 25 ans. (...)

Il est temps de revoir le mythe de Cannes, de repenser à mieux doter le Tiers-monde d'une représentativité à la mesure de ses espoirs et de ses potentialités créatrices. Il faut dire que la prospection est rachitique dans le plus gigantesque festival de cinéma du monde. Mais le gigantisme est une anomalie douteuse. Décidément Toulon, Royan, Grenoble sont les festivals de l'avenir.

(Communiqué de l'Union des critiques arabes du cinéma (bureau européen))

## ACTUALITE

#### SALO, victime d'un attentat

Durant une projection du dernier film de Pasolini, *Salò*, une bombe fumigène a été lancée dans la salle du cinéma « Le danton » (bd. St Germain), jeudi vers 23 h. Cette « action d'éclat » a été revendiquée par une soit-disante « section d'assaut Mussolini ».

Toujours est-il que malgré l'insignifiance de cette action (le film a repris quelques instants après) c'est la troisième fois, en peu de temps, que des films sont victimes de tels attentats. *Gloria mundi*, et *Chantons sous l'occupation*, ont à la suite de ces exactions, été retirés de l'affiche.

Une fois de plus, démonstration est faite que ces petits groupes de nostalgiques des auto-dafés bénéficient d'une impunité quasi-totale de la part du pouvoir. Où en est l'enquête sur les précédents attentats, M. Poniatowski ?

#### LES DIRECTEURS DE MJC : ASSEZ !

Les directeurs de la fédération française des MJC, dont un stage de formation se déroulait à la MJC de St-Etienne, sont en grève depuis trois jours. Le stage est donc suspendu.

L'année passée, la fédération avait formé 45 stagiaires... 30 directeurs ont été licenciés depuis. Les grévistes exigent donc que l'Etat prenne en charge cette formation et assure des débouchés, des postes. A suivre...

#### LE TIERS-MONDE A CANNES : 5,8 %

(...) C'est au moment où le cinéma occidental « officiel » montre des signes d'essoufflement que l'on prétend s'ouvrir aux « jeunes nations » et qu'en même temps l'on tamise sévèrement les films du Tiers-monde pour n'en retenir que les œuvres peu ou pas gênantes pour la bonne conscience de l'Occident (...)

C'est ainsi que les années précédentes on a vu écarter des manifestations officielles : *Les dupes* de Taoufik Salah, *Kafr Kassem* de Borhan Alaouie, *Sejname* de Ben Ammar, *La guerre du pétrole n'aura pas lieu* de Ben



(anthologie de la nouvelle poésie du Maroc). 38 F.

● Dario Puccini *Le romancero de la résistance espagnole*. 45 F.

● Taos Amrouche *Le grain magique* (contes et poèmes kabyles). 35 F.

## FOLIO

● Alejo Carpentier *Le partage des eaux* (l'écrivain cubain, auteur de *Concert baroque*). 10 F.

## 10/18

● Jack London *Le vagabond des étoiles* (2 T.).

● Albert Londres *Dante n'avait rien vu, le juif errant est arrivé, l'homme qui s'évada* (précédé de *Aubagne*), *Les pêcheurs de perles*.

● Ernest Mandel *Le troisième âge du capitalisme* (3 T.).

## LE SEUIL

● Régis Debray *Journal d'un petit bourgeois entre deux feux et quatre murs*.

● Moustapha Safouan *La sexualité féminine* (dans la doctrine freudienne).

## SEPTIEME HOMME

Editions Maspéro

de John Berger et Jean Mohr  
*Un livre d'images et de textes sur les travailleurs immigrés en Europe.*

Un livre à regarder autant qu'à lire : et il apportera autant d'éléments que l'analyse théorique la plus fouillée. Une série de photos extraordinaires qui constituent le démontage rigoureux d'un mode de vie contemporain : « Le travail-

leur migrant vit aujourd'hui en quelques années ce que la population laborieuse de toute ville industrielle a vécu vécu autrefois au long de plusieurs générations (...) Le travailleur migrant n'est pas en marge de la vie moderne : il en est le véritable centre. »

*Le septième homme* s'inscrit d'emblée et de manière originale au cœur du combat pour l'unité de la classe ouvrière.

Les limites de l'ouvrage, ses auteurs les reconnaissent eux-mêmes : Antillais, Pakistanais, Hindous en Angleterre, Maghrébins en France, travailleurs de Surinam en Hollande, et... deux millions de femmes ! « Parler de leur expérience d'une façon adéquate demanderait un (des) livre(s) particulier(s). Nous espérons que cela sera fait. »

Nous aussi. Mais dès aujourd'hui, nous saurons utiliser cette première contribution ; de la meilleure manière possible : comme une arme.

P.L.

## THEATRE



### MEMOIRES SECRETS

pour servir à l'histoire de ce siècle

Il ne faut jamais se fier aux apparences : ce pourrait être la morale de ces *Mémoires secrets*(1). La pièce

est tirée d'un livre au titre identique, de Pierre-Jean Rémy.

*Mémoires* parce qu'il s'agit de la vie d'un homme, avec des retours en arrière dans le temps et dans l'espace, qui se construit ou plutôt se déconstruit devant nous. Secrets car derrière le grand bourgeois-style énarque esthète en livres rares- que l'on voit au début se révèle progressivement un espion, manipulé par les services secrets étrangers... La classe au pouvoir ne se livre pas immédiatement, elle ne se donne pas à voir en transparence : il y a l'idéologie (ici représentée par les beaux livres et les conversations futiles...) et derrière l'idéologie la froide réalité mercantile du capitalisme.

*Mémoires secrets*, dans une mise-en-scène qui manque d'efficacité et de cohérence surtout dans la deuxième partie, est aussi une réflexion sur le pouvoir et la manière de l'exercer : sur son apparence et sa réalité. En définitive qui tire les ficelles : Pierre-Jean Rémy nous le dit, après les amuses-gueules, les discours des hommes politiques bourgeois, représentés ici par le héros, ça grouille, c'est la vervine, la gangrène du Capital.

Et ce n'est pas un hasard si la pièce se termine par une chanson de Cabaret, le film de Bob Fosse sur la montée du nazisme dans le Berlin des années 30 : après les chansons, derrière la décadence apparente et spectaculaire d'une certaine bourgeoisie, il y a toujours la réalité de la barbarie, du fascisme;

j-M.

(1) *Au théâtre 71 à Malakoff, place du 11 novembre. 21 H.*

## samedi

TF 1

12.45 **Jeunes-pratique**

Les charters. Important, les charters : les palmiers pour pas un rond, enfin presque...

13.00 **Journal**

14.25 **Samedi est à vous :**

Télévision à la carte. Vous l'aurez voulu...

20.00 **Numéro 1**

Fugain et le big bazar. Fuguons, laissons ce bazar.

21.30 **Regan**

Des flics anglais imitent leurs collègues américains. Les nôtres sont encore à la traîne, mais pas pour longtemps.

22.30 **Sillages**

Une nouvelle émission culturelle mensuelle produite par François Very et Georges Walter qui se proposent de cerner ce qui laisse les traces les plus profondes dans notre manière de vivre. L'émission d'aujourd'hui est consacrée aux USA et à la Chine. Avec Yves Berger, Claude Jullien (pas le nôtre, celui qui a deux « I ») mais n'est pas chef d'escadrille) et l'écrivain noir américain James Baldwin. Pour parler de la Chine, il y aura François Houang, philosophe chrétien vivant en France.

23.20 **Journal.**

A 2

13.00 **Journal**

18.00 **Peplum**

Le théâtre vu par José Artur, aujourd'hui une enquête sur le conservatoire.

20.30 **Désiré**

Une comédie de Sacha Guitry, sorte de sommet du vaudeville bourgeois complètement rétro.

23.45 **Journal**

FR 3

20.00 **Don Carlo. Opéra de Giuseppe Verdi.**

Le mieux, quand on est équipé, c'est de couper le son sur le poste de télé et d'écouter la diffusion stéréo simultanée sur France-Musique en regardant les images. Ne pas se fier aux racontars, la musique de Verdi ne ressemble pas du tout aux marches militaires.

23.20 **Journal**

## dimanche

TF 1

12.00 **Séquence du spectateur**

Il y aura un extrait des *Dix commandements*.

19.40 **L'évènement le plus important... Film français de Jacques Demy (1973).**

Le seul film de Demy qui soit complètement raté, il a très mal choisi son titre.

22.00 **Bilan pour le futur.**

La machine à dollars : les grandes entreprises, les multinationales, les consommateurs, les syndicats, que devient l'économie américaine dans la crise ? Avec entre autres D. Rockefeller et Ralph Nader.

23.00 **Journal**

A 2

12.00 **C'est dimanche**

La seule révélation des émissions de l'après-midi regroupées sous ce titre

20.00 **Journal**

FR 3

12.00 **Les visiteurs du dimanche soir**

Ce n'est pas une très bonne émission, mais cette fois-ci il est question de Victor Hugo.

22.15 **Journal**

22.30 **Cinéma de nuit**

*Le cargo maudit* de Frank Borzage (1940). Borzage a fait de bons films, malheureusement on programme les autres, sans doute à cause de la distribution. Ce soir Clark Gable et John Crawford

## TRIBUNE LIBRE

### LES MOMIES FONT LA LOI OU LA CRITIQUE CONTRE L'A-CRITIQUE

Au théâtre la critique n'existe pas, seulement à usurper ce titre dont elle se pare dans la rubrique spectacles des quotidiens, hebdomadaires et des radios. Existe, domine, règne, au théâtre, l'a-critique, séries d'articles non-critiques, simple étalage du goût (toujours singulier) et dégoûts (toujours pluriel) dominants. L'A-critique est de tendance soit publicitaire (allez voir ceci, ceci est beau, bien, grand, génial, important, etc), soit répressive, policière. (n'allez pas voir ça : c'est laid, inconvenant, ridicule, niais, naif, etc).

L'A-critique publicitaire/policière règne sur toute la grande presse. Sa caractéristique essentielle est de ne jamais faire de critique, son existence est même fondée sur l'évacuation de la critique du champ théâtral. L'a-critique procède par affirmations péremptoires et dénégations systématiques. Elle n'explicite jamais, par exemple, ce dont elle parle. Ce dont elle parle c'est toujours du « vouloir dire », ce qu'elle imagine que l'oeuvre veut dire, (du signifié, jamais du signifiant). Elle est absolument et totalement normative et prescriptive. Prescription du goût et dégoûts du chroniqueur comme goût universel, interprétation des intentions de l'auteur mesurées à ses propres intentions prises comme norme universelle, brouillage idéologique contre la rigueur d'une analyse scientifique. Les procédés employés s'apparentent aux méthodes publicitaires : faire de l'oeuvre théâtrale un produit de consommation. Veiller à ce qu'il ne se consume que de « bons » produits. Le bon produit étant évidemment ce qui profite à la culture dominante (ou du moins ce que la culture en place peut dominer : le vouloir dire, l'anecdote, les signes de modernité au niveau de la forme « artificieusement » séparée de son contenu : les résurgences de l'archéo-critique).

D'où dans les journaux bourgeois, crypto-bourgeois et jusque dans la presse dite de gauche (et peut-être et surtout dans la presse dite à gauche, d'être dite à

gauche parce que simplement mal-à-droite), la mise aux postes de contrôle sous la domination usurpée de *Critiques*, de mercenaires chargés non pas de contrôler la production théâtrale mais de réserver le théâtre à un type spécifique de public.

En « démocratie avancée » tout peut être permis, à la seule condition que ce qui est subversif (et seul le signifiant est subversif) ne puisse être saisi, utilisé par le destinataire. Il faut absolument que le spectateur n'entres pas en rapport dynamique avec l'oeuvre présentée, il faut en clair, que l'oeuvre ne puisse être lue, là où elle fait sens, c'est à dire savoir, savoir vivant qui nous serve à quelque chose, en premier lieu à changer notre vie. Car c'est seulement dans la mesure, (c'est nous qui parlons), où le lecteur (spectateur conscient) est sollicité par l'oeuvre, qu'il peut donner une réponse active aux problèmes qui s'y posent, qu'il y a un savoir (lecture des signifiants).

Par contre, pour la culture dominante (ce que désormais nous nommerons la culculture), le savoir, sous peine d'alimenter « l'esprit de révolte », doit faire tas, masse, (monument). On amasse, on entasse du savoir (réduction de la lecture aux signifiés) le savoir fait illusion, puis désillusion : le savoir ça sert à rien, ça fait glu ; à pas grand chose : c'est signe de différence. L'a-critique, voilà à quoi ça va servir, de dire que, ceci qui sert à rien ou à pas grand-chose, c'est le beau, le grand, le considérable ce-qui-nous dépasse, ce-que-nous-devons-admirer. L'a-critique ça sert, voilà à programmer nos émotions, à vendre de la culculture quoi !

Le théâtre est donc un lieu occupé. Occupé : à entendre dans le sens de l'occupation nazie. Nous le verrons, les méthodes et procédés de l'a-critique sont autoritaires, fascistes. C'est même là, dans les textes de l'a-critique, il suffit de les analyser, que les signifiants, malgré toutes les façades de libéralisme, de prétentions de gauche, d'affichage d'in-

tentions révolutionnaires, font apparaître, le plus clairement, la mentalité fasciste.

A ce point se pose la question, pourquoi le théâtre qui touche relativement peu de monde en regard des grands organes de contrôle des masses, la publicité, le cinéma, la télé, les radios, appelle-t-il à ce point la sollicitude vigilante de l'appareil culturel du pouvoir ? C'est que le théâtre est ce par quoi nous pouvons ça-voir (voir-ça) que le savoir, ça peut faire quelque part acte de notre vie que le savoir ça sert à vivre, à mieux vivre, et comment, ça ne sert même qu'à ça (voir) et non que le savoir ça s'accumule « à faire autorité dont les autorités prétendent qu'elles sont faites ». Le savoir ça se dépense (relire Bataille) et se dé-penser c'est travailler à y mettre du sien dans ce qui est donné de lire, à voir ça réellement de près, c'est mettre « le » politique au poste de commandement, c'est faire de la critique l'instrument par excellence de la connaissance, de la connaissance que l'a-critique a justement pour tâche de barrer. Le théâtre révolutionnaire, dans cette perspective aura pour objectif essentiel de mettre en jeu « ce savoir en train de se faire », c'est à dire encore, de mettre en scène le manque, les contradictions, au lieu de tout masquer sous les hauts-lieux communs du beau, du grand, du génial, du considérable.

Ce qui signifie et rien d'autre de mettre l'acteur en face des responsabilités politiques de produire ce savoir-faire, afin de montrer de quoi est fait le savoir, à l'acteur, par son travail, en particulier par la mise en cause « des stéréotypes du jeu » qui s'impose dans tout le théâtre (du boulevard à l'avant-garde jusque et surtout dans le théâtre dit politique) de dire, de faire comprendre que rien ne vaut la peine de nous fasciner, de nous émerveiller mais que tout est là, dans la vie comme sur la scène, pour être examiné, bien vu, utilisé, dépassé.

Geneviève, Hervé, Marc 'O



## BLUM ET L'EXERCICE DU POUVOIR

### CHRONIQUE DE JUIN 36



Le Parti socialiste, fort de son succès électoral, premier parti de France avec ses 147 députés, se trouve alors au cœur du rassemblement populaire : situation nouvelle si l'on pense au cartel des gauches (1924) ou à la victoire de la gauche en 1932 qui voyaient systématiquement les espérances populaires déportées à droite, pour échouer avec des Laval ou des Flandin. En sera-t-il autrement en 1936 ? Apparemment oui. Le pouvoir sera résolument socialiste et Blum, dès le lendemain du second tour, s'avance sur la scène politique : « *Nous sommes prêts à remplir le rôle qui nous appartient, c'est à dire à constituer et à diriger le gouvernement de Front Populaire* ».

Mais Blum a pris ses précautions tant sur le plan politique que théorique, socialiste, il l'est de conviction mais à condition de maintenir

le système capitaliste en place. Blum élabore devant la perspective probable d'un gouvernement à dominante socialiste un distinguo qu'il considère comme fondamental entre l'exercice du pouvoir et la conquête du pouvoir. Celui-ci permet au moins d'occulter le refus de s'orienter vers une société socialiste.

Blum s'oppose à la conquête du pouvoir qui consiste à détruire le pouvoir politique pour changer le régime de la propriété ; donc, pas de voie socialiste. Il préconise l'exercice du pouvoir qui permet de se cantonner dans le cadre constitutionnel et faire montre de loyalisme, de légalisme. Cet exercice n'est autre qu'une occupation défensive, préventive contre le danger fasciste ; elle suppose le respect scrupuleux des règles du capitalisme.



Loin de l'empirisme, la pratique de la SFIO s'appuie donc sur une conception théorique, garante de tout débordement. A l'orée du pouvoir, Mitterrand reprendra sans doute cet acquis fondamental dans la pensée social-démocrate. Mais ce distinguo subit la pression de la combativité montante ainsi que celle de certains militants socialistes : ceux de la gauche révolutionnaire. En 1935, Blum, s'adressant au congrès du parti, doit adopter un autre langage, radicaliser ses perspectives. Il fait alors un lien entre l'exercice et la future conquête du

pouvoir. Une fois la victoire électorale acquise, l'illusionisme n'est pas de saison et Blum en revient à son distinguo. Il y aurait incompatibilité entre conquête et exercice du pouvoir. Il convient alors de minimiser le succès de la gauche. Blum affirme le 31 mai 36 : « *Il n'y a pas de majorité socialiste* ». Il se présente alors comme le gérant loyal du système capitaliste au moment même où les grèves se généralisent : « *Il s'ensuit que nous agissons à l'intérieur du régime actuel. C'est le problème de savoir si de ce régime social, il est possible d'extraire la quantité de bien-être, d'ordre, de sécurité, de justice qu'il peut comporter pour la masse des travailleurs et des producteurs* ». L'accent est donc mis sur l'ordre et la sécurité, sous-entendu des propriétaires. Ce propos est clair, la bourgeoisie peut respirer. La même chambre ne votera-t-elle pas les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940 ?

Léon Trotsky nie tout caractère ouvrier à la SFIO, sur le plan de sa composition sociale : « *C'est le parti des nouvelles couches moyennes, partiellement de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière* ». (1) La justification tactique selon laquelle il ne faudrait pas effrayer les radicaux n'est donc pas, à elle seule, éclairante sur la pratique de la SFIO du 3 mai au 6 juin 1936. Immédiatement, Blum veut se donner des preuves de son loyalisme ; il respectera scrupuleusement la constitution élaborée par l'assemblée monarchiste en 1875. Il attendra son heure : le délai est d'un mois. Marceau Pivert, dirigeant de la gauche révolutionnaire au sein de la SFIO l'exhorte à prendre ses responsabilités : « *Impossible d'attendre* ». Mais Blum refuse : « *J'aime mieux espérer que le mois de mai s'écoulera sans trop aggraver une situation financière déjà effroyable* ».

Enfin, à la date prévue, le 4 juin, Blum constitue la liste de son gouvernement et se dirige vers l'Élysée pour le présenter au Président de la République, Lebrun, qui lui demande de s'installer immédiatement à Matignon. La situation est grave pour la bourgeoisie ; la grève se généralise en province et dans toutes les branches industrielles. Derrière les invitations de Lebrun, il y a la crainte des patrons qui n'ont qu'une hâte : voir Blum canaliser la vague révolutionnaire. Malgré cet appel pressant, Blum attendra le 6 juin pour recevoir l'investiture de la Chambre des députés. Mais dès le 4 juin, Blum installe son ministre de l'intérieur, Salengro, qui s'en prend vivement à l'anarchie et se pose en défenseur de l'ordre. Le 5 juin, Blum s'adresse à la radio aux travailleurs pour leur demander de prendre patience. Blum apparaît d'emblée comme la carte de rechange de la bourgeoisie, et le cheval de Troie dans la révolution. Il y a loin entre la réalité historique et l'image d'Épinal d'un Blum lié au mouvement populaire. Qu'on en juge par sa déclaration à Riom (2) où il parle du mouvement de grève de juin 36 comme une « *explosion sociale qui était venue frapper au visage mon gouvernement dès mon arrivée* ».

François Dosse

(1) Où va la France ?  
(2) Procès intenté à Léon Blum par le gouvernement de Vichy

## LA GREVE CHEZ RENAULT

### 1 / PREMIER DEBRAYAGE ET PREMIER COUP DE FREIN

Chez Renault, la combativité ouvrière s'accroît en mai 36 comme en témoigne le succès du débrayage du 1er mai suivi à 85 % (le 1er mai 35 avait été un échec). Pourtant, Renault se met en grève en retard par rapport aux autres usines de la métallurgie le 28 mai. L'élément déterminant dans le déclenchement de la grève a été l'appel à la solidarité lancé par les usines métallurgiques en grève : Nieuport à Issy, Farman à Billancourt, Hotchkiss. Les comités de grève de ces usines, recouverts d'affiches les murs de Renault, envoient des délégations à la sortie des ouvriers (1).

Le 27 mai chez Renault, il suffit de quelques heures de débrayage dans un atelier pour faire céder la direction sur les revendications. Le 28 au matin, la grève s'étend à toute l'usine. Elle part, semble-t-il, d'ateliers où les militants communistes influents sont implantés. Il semble donc que le PC peu influent dans l'usine, n'a rien fait pour précipiter les événements. Sans doute n'appelle-t-il à la grève que sous la pression des ouvriers gagnés par l'enthousiasme des usines voisines. Alors arrivent les dirigeants syndicaux du PC les plus en vue pour prendre le contrôle du mouvement : Costes qui vient d'être élu député de Boulogne, Frachon, Timbaud, Henaff.

#### « Victoire chez Renault »

La grève commence dans la matinée du 28. L'usine est occupée dans la nuit du 29, mais le 29 à 18 H, la CGT appelle à la fin de l'occupation et à la reprise du travail après le week-end de la Pentecôte. L'Humanité du 30 mai consacre un énorme titre à la nouvelle : « *Victoire chez Renault* ». Pourtant rien n'est obtenu que des promesses, et le négociateur patronal s'étonne de la modération des directions syndicales. Que s'est-il donc passé ?

Le PC et la CGT contrôlant mal le mouvement se sont efforcés de mettre un terme le plus rapidement possible à la grève. Pour cela, sur le plan local, ils se sont contentés d'un accord dont les termes apparaissent dérisoires : relèvement des plus bas

salaires de 3,25 à 3,50 % (alors que le cahier des revendications réclamait une révision totale sur les salaires), levée de certaines sanctions, paiement de la moitié de la journée du 28 ce qui était normal puisque la grève avait commencé à 11h, suppression des heures supplémentaires pendant la négociation de la convention collective, aménagement des vestiaires et des WC, réintégration des deux ouvriers. Cet accord était d'autant plus médiocre que certaines grèves de la métallurgie s'étaient conclues par l'obtention des congés payés et la reconnaissance des délégués du personnel.

Mais pour le syndicat des métaux aux mains du PC, la tactique est claire : sacrifier le niveau local qu'il contrôle mal et où il craint les débordements pour obtenir la négociation d'une convention collective pour toute la métallurgie. Pour mener à bien cette politique, il est résolu à aller loin. Le patronat de la métallurgie est prêt à négocier une convention collective à condition que le travail reprenne après la Pentecôte. Les dirigeants syndicaux capitulent devant cette exigence, avec celle supplémentaire qui ordonne que les usines soient évacuées immédiatement : de là découle l'arrêt de la grève le 29 et la reprise du travail le 2 au matin.

#### les dirigeants communistes sont désavoués par les ouvriers

Mais cette tactique se heurte à la fois à l'intransigeance patronale et à la radicalisation ouvrière. Les patrons de la métallurgie acceptent de discuter de la convention collective durant le week-end, mais constatant que, sauf à Billancourt, certaines grèves et occupations continuent le 2 et 3 juin (on assiste même à une flambée de nouvelles grèves le 3), ils rompent les négociations le 4 au matin. Manifestement, malgré leurs efforts, le PC et la CGT n'ont pas réussi à faire entendre raison aux travailleurs. Malgré une certaine détente momentanée qui permettra à Paris-soir de titrer le 2 juin : « *Vers l'apaisement définitif des conflits* », la manœuvre bureaucratique a échoué.

Déjà la sortie du 29 au soir



avait suscité quelques problèmes bien que l'Humanité parle de « *sortie dans l'enthousiasme* », de « *victoire chèrement acquise* » ; le Populaire lui, mentionnait la présence de « *quelques exaltés qui, dans l'île Seguin, semblaient douter de la victoire* ». La reprise le 2 est encore plus difficile. Le jour même de la reprise, Costes doit intervenir pour faire cesser les débrayages dans trois ateliers. Lors d'un discours de Costes, des ouvriers déclenchent un vacarme pour couvrir sa voix. Des bruits courent dans l'usine affirmant que le député de Billancourt a touché 10.000 F de Renault. Pour couper court à ce climat de fronde qui gagnait toute la métallurgie, « *les dirigeants communistes décidèrent de réunir le 4 juin l'ensemble des délégués ouvriers de*

secteur de la métallurgie pour répondre aux provocations de l'extérieur et de l'intérieur et pour leur faire renouveler leur entière confiance dans le syndicat des métaux » (2). Mais l'adoption de ce communiqué ne fut pas acquise sans difficultés et Frachon dut réunir, lui-même, dans une salle séparée, les délégués des usines Renault et mettre tout son poids dans la balance pour leur faire accepter un texte qui les laissait récalcitrants.

J.-F.P.

(1) Cet article s'inspire largement du mémoire de B. Badie réalisé à l'Institut d'Etudes Politiques en 72 et repris dans un article du Mouvement Social ; n° 81 d'oct-nov 72.

(2) Article de Badie.